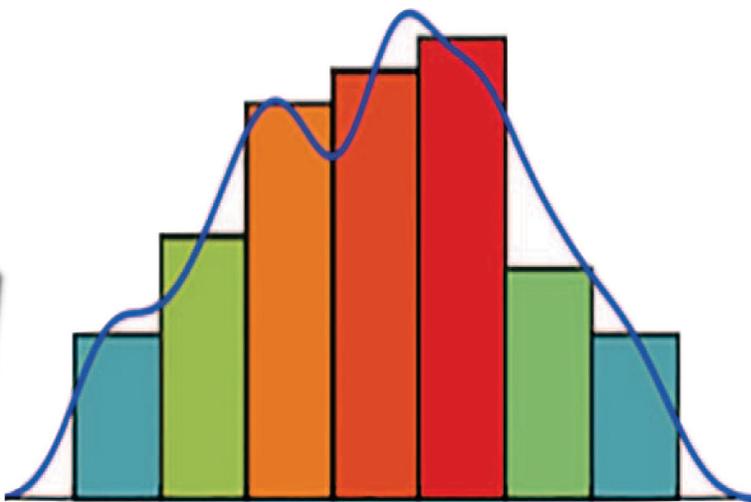




Note de Conjoncture Economique

N° 57, janvier 2025

UNE PUBLICATION TRIMESTRIELLE DU MINISTERE DES FINANCES



3^{ème} Trimestre 2024

NOTE DE CONJONCTURE ECONOMIQUE **DU TROISIEME TRIMESTRE 2024**

SOMMAIRE

SIGLES ET ABREVIATIONS	5
VUE D'ENSEMBLE	6
ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL	9
SECTEUR REEL.....	14
INFORMATIONS SOCIO-ECONOMIQUES	22
SECTEUR EXTERIEUR	24
FINANCES PUBLIQUES.....	29
SITUATION MONETAIRE	35
COMITE DE REDACTION.....	38

SIGLES ET ABREVIATIONS

BEAC : Banque des Etats de l’Afrique Centrale

CEMAC : Communauté Economique et Monétaire de l’Afrique Centrale

CSPH : Caisse de Stabilisation des Prix des Hydrocarbures

DGD : Direction Générale des Douanes

DP : Division de la Prévision

FMI : Fonds Monétaire International

IS : Impôts sur les Sociétés

LB : Livre anglaise

MINFI : Ministère des Finances

OCDE : Organisation de coopération et de développement économique

PIB : Produit Intérieur Brut

PNG : Position Nette du Gouvernement

PNT : Position Nette du Trésor

SNH : Société Nationale des Hydrocarbures

TSPP : Taxe Spéciale sur la vente des Produits Pétroliers

TVA : Taxe sur la Valeur Ajoutée

VUE D'ENSEMBLE

Environnement économique international

Au troisième trimestre 2024, l'activité économique mondiale est principalement marquée par : (i) la persistance des conflits, notamment au Moyen-Orient et en Ukraine et des phénomènes météorologiques extrêmes à travers le monde ; (ii) les incertitudes liées aux élections américaines et (iii) la poursuite de l'assouplissement de la politique monétaire dans les principales économies.

Dans le groupe des pays avancés et selon l'OCDE, la croissance se maintient à 0,7% aux Etats-Unis et s'accélère en zone euro (0,4% après 0,2% au deuxième trimestre 2024). Dans celui des pays émergents et pays en développement, l'on enregistre une accélération en Chine (+0,9% après +0,5%) et une contraction en Afrique du Sud (-0,3% contre +0,3%).

Sur l'ensemble de l'année 2024 et selon le FMI, l'activité économique mondiale ralentit légèrement, la croissance se situant à 3,2% après 3,3% en 2023. Suivant les grands groupes, la croissance s'accélère dans les pays avancés (1,8% après 1,7% en 2023), mais ralentit dans les *pays émergents et les pays en développement* (4,2% après 4,4%). Pour ce qui est particulièrement de l'Afrique subsaharienne, elle s'établit à 3,6% en 2024 comme en 2023. Dans la zone CEMAC, et selon la BEAC, la croissance est de à 2,9% après 2,5% en 2023.

S'agissant des prix, l'inflation mondiale passe de 6,7% en 2023 à 5,8% en 2024. Ce ralentissement est observée tant dans le groupe des pays avancés (2,3% après 3,1%) que dans celui des pays émergents et pays en développement (7,9% après 8,1% en 2023). En Afrique subsaharienne, l'inflation s'établit à 18,1% après 17,6% en 2023. En particulier dans la zone CEMAC, elle est estimée à 4,2% après 5,1% en 2023.

Concernant les cours des matières premières, les prix moyens des principales matières premières exportées par le Cameroun connaissent des tendances contrastées au troisième trimestre par rapport au trimestre précédent. Les prix du gaz naturel liquéfié, du caoutchouc, du café, de l'huile de palme et des bois sciés augmentent. En revanche, les prix du pétrole brut, du cacao, du coton brut, des bananes, du sucre, des bois bruts, de l'aluminium brut, du fer et du plomb brut enregistrent une baisse.

Taux de change

Au troisième trimestre 2024 et par rapport au trimestre précédent, le franc CFA s'apprécie vis-à-vis du dollar américain (-2,0%) et du yuan chinois (-0,9%). En revanche, il se déprécie vis-à-vis du yen japonais (+2,4%), de la livre sterling (+0,9%) et du rand Sud-africain (+1,2%). En glissement annuel, le franc CFA se déprécie vis-à-vis de la livre sterling (+1,7%), du rand sud-africain (+2,8%) et du yuan chinois (0,2%) mais s'apprécie par rapport au dollar (-0,9%) et au yen japonais (-4,1%).

Situation de l'économie nationale

Croissance et prix

L'économie demeure influencée par la hausse du coût des intrants agricoles, de l'énergie et des transports. Le chiffre d'affaires global des entreprises recule de 2,1% par rapport au

trimestre précédent. Sur les neuf premiers mois de l'année 2024, le chiffre d'affaires global des entreprises progresse de 2,5%.

Au terme de l'année 2024, la croissance économique est estimée à 3,8% après 3,2% en 2023. Cette dynamique est observée dans tous les secteurs : secteur primaire (+3,3% après +2,2% en 2023), secteur secondaire (+3,3% après +2,3%) et secteur tertiaire (+4,5% après +3,9%).

S'agissant des prix, l'indice des prix à la consommation finale des ménages progresse de 1,0% au troisième trimestre 2024 et par rapport au trimestre précédent. Cette évolution est attribuable à la hausse des prix de toutes les fonctions de consommation, notamment les fonctions « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+2,1%), « logements, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+0,7%), « transport » (+0,3%) et « enseignement » (+0,9%). Sur les neuf premiers mois de 2024 et par rapport à la même période en 2023, l'inflation poursuit une tendance baissière. Elle perd 3,3 points et se situe à 4,5%.

Secteur extérieur

Au troisième trimestre 2024 et par rapport au trimestre précédent, le déficit du compte courant se réduit de 82,4 milliards et se situe à 485,7 milliards. Le déficit des biens se situe à 284,0 milliards après 409,1 milliards. Le déficit des services se détériore de 38,6 milliards et se situe à 221,8 milliards. Les financements extérieurs se caractérisent par des entrées nettes de 604,8 milliards, après 571,6 milliards.

Finances publiques

Les recettes budgétaires internes croissent de 6,8% par rapport au troisième précédent. Les emprunts et dons mobilisés au cours du troisième trimestre 2024 sont à hauteur de 406,4 milliards.

Au terme des neuf premiers mois de l'exercice 2024, les réalisations des ressources budgétaires totales s'élèvent à 4 510,7 milliards. Elles augmentent de 361,1 milliards par rapport aux neuf premiers mois de 2023.

Au cours du troisième trimestre 2024, les dépenses budgétaires totales base ordonnancements effectuées s'élèvent à 1 517,8 milliards, en augmentation de 12,3% en glissement annuel. Les dépenses courantes hors intérêts de la dette se chiffrent à 787,6 milliards, en hausse de 5,1%. Les dépenses d'investissement régressent de 74,8 milliards et s'élèvent à 142,3 milliards. Le service de la dette publique est de 525,3 milliards, en hausse de 82,7 milliards.

A fin septembre 2024, les dépenses budgétaires totales base ordonnancements s'élèvent à 4 655,3 milliards contre 4 833,2 milliards à fin septembre 2023, soit une baisse de 177,9 milliards. Les dépenses courantes hors intérêts régressent de 196,5 milliards et se situent à 2 292,2 milliards. Les dépenses d'investissement s'élèvent à 607,7 milliards à fin septembre 2024, contre 682,5 milliards à fin septembre 2023, soit une baisse de 74,8 milliards.

Le service effectif de la dette publique s'élève à 1 575,4 milliards, en baisse de 27,7 milliards (-1,8%) en glissement annuel. Il comprend 730,3 milliards de dette extérieure et 845,1 milliards de dette intérieure.

Situation monétaire

A fin septembre 2024, la situation monétaire s'équilibre en ressources et emplois à 10 463,5 milliards. Elle est quasi-stable par rapport à fin juin 2024 et connaît une baisse de 2,3% des avoirs extérieurs nets et une hausse de 1,3% du crédit intérieur, lesquels se situent respectivement à 2 630,2 milliards et 7 833,3 milliards. Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire (M2) décroît de 1,0% pour s'établir à 8 581,7 milliards à fin septembre 2024. En glissement annuel, la situation monétaire est en hausse de 5,5%.

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

Au troisième trimestre 2024, l'activité économique mondiale est principalement marquée par : (i) la persistance des conflits notamment au Moyen-Orient et en Ukraine et des phénomènes météorologiques extrêmes à travers le monde ; (ii) les incertitudes liées aux élections américaines et (iii) la poursuite de l'assouplissement de la politique monétaire dans les principales économies.

Dans le **groupe des pays avancés** et selon l'OCDE, la croissance 2024 est estimée à 0,5%, après 0,4% au trimestre précédent. Toutefois, des disparités sont observées entre les pays.

En particulier aux Etats-Unis, la croissance se consolide à 0,7%, comme au deuxième trimestre 2024, soutenue par une forte demande intérieure. Dans la zone euro, la croissance s'accélère à 0,4% après 0,2% au trimestre précédent. Cette accélération s'observe notamment en France (+0,4% après +0,2% au trimestre précédent) et en Allemagne (+0,2% contre -0,3%). La croissance en France a été stimulée par la tenue des Jeux olympiques et paralympiques. Quant à l'Allemagne, le rebond observé est attribuable à la hausse de la consommation, tant publique que privée.

Au Royaume-Uni, la croissance décélère à 0,1% après 0,5% au deuxième trimestre 2024. L'on enregistre également une décélération au Canada (+0,2 après +0,5%) et au Japon (+0,2% après +0,5%). Le ralentissement observé au Japon s'explique, entre autres, par les contractions des investissements (-0,3% au troisième trimestre 2024 contre +1,6% au deuxième) et des exportations de services (-4,2% contre 9,4%), ces dernières étant principalement dues à une baisse du tourisme.

Dans les **pays émergents et pays en développement**, la croissance s'accélère en Chine (+0,9% après +0,5%) et au Mexique (+1,1% après +0,4%). On enregistre une décélération au Brésil (+0,9% après +1,4%) et en Arabie Saoudite (+0,9% après +1,4%). A contrario, l'activité se contracte en Afrique du Sud (-0,3% contre +0,3%) et en Turquie (-0,2%).

Sur l'ensemble de l'année 2024 et selon le FMI, les estimations tablent sur un ralentissement de l'activité économique mondiale, avec un taux de croissance de 3,2% après 3,3% en 2023. Dans le groupe des pays avancés, le taux de croissance est estimé à 1,8% après 1,7% en 2023. Dans ce groupe de pays, l'inflation est estimée à 2,3% après 3,1% en 2023.

Aux Etats-Unis, la croissance est estimée à 2,8% après 2,9% en 2023. Cette évolution est en lien avec l'augmentation des dépenses de consommation finale et des dépenses en capital. La hausse de la consommation s'explique en grande partie par les fortes augmentations des salaires réels (en particulier parmi les ménages à faible revenu) et par des effets de patrimoine.

Dans la **zone euro**, la croissance s'accélère à 0,8% après 0,4% en 2023, du fait de la bonne tenue des exportations des biens. En particulier, on enregistre un rebond d'activité en Allemagne (+0,0% contre -0,3%). Cette évolution est attribuable à la hausse de la consommation des ménages (+0,3%) et des dépenses publiques (+0,4%). Au Royaume-Uni, la croissance s'accélère également, avec un taux estimé à 1,1% après 0,3% en 2023, en lien avec la baisse de l'inflation et des taux d'intérêt, favorables à la demande intérieure. De

même, on enregistre une légère accélération au Canada (+1,3% après +1,2%). En revanche, la croissance ralentit au Japon (+0,3% après +1,7% en 2023), du fait de la baisse des activités dans le secteur du tourisme.

Dans le groupe des **pays émergents et des pays en développement**, l'activité croît de 4,2% en 2024 après 4,4% en 2023. Cette décélération s'explique principalement par les perturbations de la production et du transport des produits de base (pétrole en particulier), les conflits, les troubles sociaux et les phénomènes météorologiques extrêmes. Le ralentissement de la croissance est particulièrement perceptible en Chine (avec une croissance qui passerait de 5,2% en 2023 à 4,8% en 2024) et en Inde (de 8,2% en 2023 à 7,0% en 2024).

Dans le cas spécifique de l'**Afrique subsaharienne**, l'activité se consolide, avec une croissance estimée à 3,6% en 2024 comme en 2023. Au Nigeria, la croissance se consolide à 2,9% en 2024, soutenue par l'augmentation de la production pétrolière et le renforcement de la consommation privée. En Afrique du Sud, les perspectives restent modestes, avec une croissance qui se situe à 1,1% en 2024 après 0,7% en 2023. Dans la zone CEMAC, et selon la BEAC, la croissance s'établit à 2,9% en 2024, après 2,5% en 2023, en lien avec la bonne tenue des activités non pétrolières.

L'inflation dans le groupe des pays émergents et pays en développement ralentit, passant de 8,1% en 2023 à 7,9% en 2024, en raison principalement du resserrement monétaire et du contrôle des prix pratiqués dans ces pays. En Afrique subsaharienne, elle s'établit à 18,1% en 2024 après 17,6% en 2023. Dans la zone CEMAC, elle est estimée à 4,2% en 2024 après 5,1% en 2023.

Cours des matières premières

Au troisième trimestre 2024, les prix moyens des principales matières premières exportées par le Cameroun connaissent des tendances contrastées par rapport au trimestre précédent. Les prix du gaz naturel liquéfié, du caoutchouc, du café, de l'huile de palme et des bois sciés augmentent. En revanche, ceux du pétrole brut, du cacao, du coton brut, des bananes, du sucre, des bois bruts, de l'aluminium brut, du fer et du plomb brut diminuent.

Produits énergétiques

Les prix du **pétrole brut** ont atteint une moyenne 79,9 dollars le baril, soit une baisse de 5,6% par rapport au trimestre précédent. Cette situation s'explique par la diminution de la demande en Chine, couplée aux perspectives de hausse de l'offre de l'OPEP+, contribuant à maintenir une tendance baissière des prix. En glissement annuel, les prix du pétrole brut ont également enregistré une baisse de 7,7%.

En revanche, les prix du **gaz naturel liquéfié** ont enregistré une augmentation de 13,8%, atteignant 11,4 dollars par million de BTU, en raison de la diminution de l'offre mondiale induite par les difficultés d'approvisionnement liées aux conflits au Moyen-Orient et en Ukraine. Sur une base annuelle, les prix du gaz naturel liquéfié ont connu une hausse significative de 7,6%.

Produits non énergétiques

Produits agricoles

Au troisième trimestre 2024, les cours du **cacao brut** s'établissent à 6,8 dollars le kilogramme, soit une baisse de 21,7% par rapport au trimestre précédent, en lien avec la hausse de l'offre. En glissement annuel, les cours du cacao progressent de manière significative, avec une hausse de 95,8%, en raison notamment des conditions climatiques défavorables, affectant la production des deux plus gros producteurs mondiaux du cacao que sont la Côte d'Ivoire et le Ghana.

Les cours du **coton brut** s'établissent à 1,8 dollar par kilogramme, en diminution de 6,2% par rapport au trimestre précédent. Cette baisse est principalement imputable à l'augmentation de l'offre mondiale, marquée par la reprise de la production au Brésil, aux Etats-Unis et en Australie, conjuguée à une réduction de la demande en provenance de la Chine et de l'Union européenne, deux importants bassins de consommation. En glissement annuel, les cours du Coton brut enregistrent une baisse de 14,0%.

Les prix du **caoutchouc brut** augmentent de 4,3% par rapport au trimestre précédent, atteignant 1,8 dollar par kilogramme. En glissement annuel, les prix du Caoutchouc brut ont enregistré une augmentation significative de 31,2%. Cette tendance haussière est principalement due à une demande soutenue de l'industrie automobile pour la production de pneus, combinée à une diminution de l'approvisionnement en provenance de la Thaïlande et de l'Indonésie.

Les prix de la **banane** se sont établis à 1,0 dollar le kilogramme, enregistrant une baisse de 25,0% par rapport au deuxième trimestre 2024 et de 33,8% en glissement annuel. Cette baisse est imputable à la diminution de la demande mondiale.

Le prix du **café Arabica** s'établit à 5,9 dollars par kilogramme, enregistrant une augmentation de 10,6% par rapport au trimestre précédent, tandis que le **café Robusta** affiche une hausse de 14,9%, atteignant 4,9 dollars par kilogramme. Ces variations sont principalement attribuables aux conditions météorologiques défavorables dans les principaux pays producteurs des cafés tels que le Vietnam et le Brésil. En glissement annuel, les prix du **café Arabica** augmentent de 41,5% et ceux du **café Robusta** de 78,7%.

Le prix de l'**huile de palme** s'établit à 897,3 dollars la tonne, en hausse de 5,4% par rapport au trimestre précédent. D'une part, cette évolution est attribuable à la demande persistante et aux perspectives de reprise économique en Chine (deuxième plus grand importateur mondial d'huile de palme après l'Inde). D'autre part, elle est également influencée par les prévisions d'une pénurie d'approvisionnement mondial en provenance de l'Indonésie, premier producteur et exportateur d'huile de palme en 2024, principalement en raison de la sécheresse causée par le phénomène El Niño.

Produits forestiers

Au troisième trimestre 2024, les prix des produits forestiers ont affiché des tendances divergentes : les prix des bois sciés ont augmenté de 3,0% par rapport au trimestre précédent, atteignant 708,6 dollars le mètre cube, en raison de la demande mondiale croissante soutenue par l'activité dynamique du secteur de la construction. En revanche, les prix des bois bruts ont baissé de 2,3% pour se fixer à 309,3 dollars par mètre cube. En glissement annuel, le prix

des bois sciés augmente de 2,7%, tandis que celui des bois bruts baisse de 5,1%. Les prévisions de la Banque mondiale indiquent une augmentation des prix des bois bruts de 0,4% en 2024, de 2,6% en 2025 et de 1,3% en 2026. Pour ce qui est des bois sciés, une hausse de 3,3% est prévue en 2024, suivie d'une augmentation de 1,4% en 2025, de même qu'en 2026.

Métaux et minerais

Au troisième trimestre 2024, les prix des principaux **métaux et minerais** exportés par le Cameroun enregistrent des baisses par rapport au trimestre précédent.

Le prix de l'**aluminium brut** diminue de 5,3%, se fixant à 2 384,5 dollars la tonne, principalement en raison de l'augmentation de l'offre mondiale. En glissement annuel, le prix de l'aluminium augmente de 10,7%. Le prix du **minerai de fer** chute de 11,7% pour atteindre 99,8 dollars la tonne, du fait du recul de la demande mondiale. Ce recul est lié au ralentissement de l'économie chinoise, elle-même impactée par les difficultés du secteur immobilier et la baisse de la production d'acier, principal consommateur de ce minerai. Le prix du **plomb** s'établit à 2 042 dollars la tonne, enregistrant une baisse de 5,7% par rapport au trimestre précédent. Sur une base annuelle, les prix du fer et du plomb baissent respectivement de 13% et 5,9%, tandis que le prix de l'aluminium augmente de 10,7%.

Tableau 1 : Evolution des cours des matières premières

Périodes Libellés	3 ^{ème} trim. 2023	2 ^{ème} trim. 2024	3 ^{ème} trim. 2024	Variations (en %)		Projections (en %)		
	a	b	C	c/a	c/b	2024*	2025**	2026**
Pétrole brut (\$/baril)	86,6	84,6	79,9	-7,7	-5,6	-3,2	-8,8	-1,4
Gaz naturel liquéfié (\$/MBTU)	10,6	10,0	11,4	7,6	13,8	-17,6	6,5	-8,7
Cacao (\$/kg)	3,5	8,7	6,8	95,8	-21,7	110,3	-13	-1,7
Coton brut (\$/kg)	2,1	1,9	1,8	-14,0	-6,2	-9,3	5,3	2,5
Caoutchouc brut (\$/kg)	1,3	1,7	1,8	31,2	4,3	26,6	2,9	2,9
Bananes (\$/kg)	1,6	1,4	1,0	-33,8	-25,0	-18,6	-3,8	-4
Café (\$/kg)	3,5	4,8	5,4	56,4	12,6	45,7	-7,5	-5,6
Dont café Arabica (\$/kg)	4,1	5,3	5,9	41,5	10,6	20	-8,3	-4
café Robusta (\$/kg)	2,8	4,3	4,9	78,7	14,9	71,3	-6,7	-7,1
Huile de palme (\$/tonne)	820,3	851,2	897,3	9,4	5,4	4,3	-7	-1,2
Bois sciés (\$/m ³)	690,1	688,0	708,6	2,7	3,0	3,3	1,4	1,4
Bois brut (grumes) (\$/m ³)	325,8	316,5	309,3	-5,1	-2,3	0,4	2,6	1,3
Aluminium brut (\$/tonne)	2 154,0	2 518,5	2 384,5	10,7	-5,3	9,7	1	4
Fer (\$/tonne métrique)	115,2	113,0	99,8	-13,3	-11,7	-10,4	-12	-5,3
Plomb sous forme brute (\$/tonne)	2 169,8	2 165,7	2 042,0	-5,9	-5,7	-1,7	-2,4	2,4

Sources : Banque de France, MINFI

Taux de change

Au troisième trimestre 2024 et par rapport au trimestre précédent, le franc CFA s'apprécie vis-à-vis du dollar américain (-2,0%), du yuan chinois (-0,9%), des Droits de Tirages Spéciaux (-0,7%), du naïra (-13,6%), de la rouble russe (-1,9%) et du dirham EAU (-2,0%). En revanche, on enregistre une dépréciation vis-à-vis du yen japonais (+2,4%), de la livre sterling (+0,9%) et de la roupie indienne (+0,4%). En glissement annuel, on note une dépréciation du franc CFA vis-à-vis de la livre sterling (+1,7%), du yuan chinois (0,2%) et de la rouble russe,

tandis qu'il s'est apprécié par rapport au dollar (-0,9%), au Yen japonais (-4,1%), aux DTS (-0,5%), du naira (-52,7%), de la roupie indienne (-4,4%) et du dirham EAU (-1,1%).

Tableau 2 : Evolution du taux de change nominal vis-à-vis des principales devises

Périodes	3 ^{ème} trim. 2023	2 ^{ème} trim. 2024	3 ^{ème} trim. 2024	Variations (en %)	
Libellés	a	b	c	c/a	c/b
Dollar américain	601,8	608,4	596,4	-0,9	-2,0
Yen japonais	4,2	3,9	4	-4,1	2,4
Livre sterling	761,9	767,9	775,1	1,7	0,9
Yuan chinois	83,1	84	83,2	0,2	-0,9
DTS	801,6	803,0	797,2	-0,5	-0,7
NAIRA	0,8	0,4	0,4	-52,7	-13,6
Rouble russe	6,4	6,7	6,6	4,1	-1,9
Roupie indienne	0,0395	0,0376	0,0378	-4,4	0,4
Dirham Emirats Arabes Unis	164,1	165,6	162,2	-1,1	-2,0

Sources : Banque de France, MINFI

SECTEUR REEL

Situation économique nationale

Il ressort des résultats de l'enquête de conjoncture réalisée par le Ministère des Finances au troisième trimestre 2024, que l'économie nationale demeure influencée par la hausse du coût des intrants agricoles, de l'énergie et des transports. Le chiffre d'affaires global des entreprises recule de 2,1% par rapport au trimestre précédent. Toutefois, sur les neuf premiers mois de l'année 2024, le chiffre d'affaires global des entreprises progresse de 2,5%.

Au terme de l'année 2024, la croissance économique est estimée à 3,8% après 3,2% en 2023. Cette dynamique est observée dans tous les secteurs : secteur primaire (+3,3% après +2,2% en 2023), secteur secondaire (+3,3% après +2,3%) et secteur tertiaire (+4,5% après +3,9%).

Secteur primaire

Au troisième trimestre 2024, le secteur primaire est caractérisé par la baisse de la production de certaines cultures dans l'agriculture industrielle et d'exportation et le début de récolte dans l'agriculture vivrière. Le chiffre d'affaires du secteur recule de 3,7% comparativement au trimestre précédent. Sur les neuf premiers mois de l'année et en glissement annuel, il croît de 4,1%. Au terme de l'année, le PIB du secteur progresserait de 3,3% après 2,2% en 2023. Cette amélioration serait portée par les accélérations observées dans l'agriculture (+2,6% après +1,1%) ; la pêche et pisciculture (+4,1% après +1,6%) et la pisciculture et exploitation forestière (+4,3% après +3,7%).

Dans l'agriculture industrielle et d'exportation, la production de **coton fibre** est nulle au troisième trimestre 2024, en lien avec la fin des récoltes. Sur les neuf premiers mois de l'année et en glissement annuel, la production de coton progresse de 8,2%. Au terme de l'année, la hausse de la production de coton fibre est estimée à 4,9%, en lien avec la poursuite de l'octroi des primes aux meilleurs producteurs et de la lutte contre la contrebande du coton graine vers le Nigéria.

La production d'**huile de palme brute** enregistre une baisse de 55,0% au troisième trimestre 2024 par rapport au deuxième trimestre, en lien avec le cycle végétatif de la plante. De janvier à septembre 2024, la production s'accroît de 22,2% par rapport à la même période de 2023. Ces évolutions sont attribuables : (i) aux investissements réalisés pour l'optimisation des outils de production ; (ii) au renouvellement du matériel végétal ; (iii) à la poursuite de l'entretien des plantations. Au terme de l'année 2024, la production d'huile de palme brute est estimée en hausse de 10,8%.

La production de **caoutchouc** augmente de 22,0% au troisième trimestre 2024 comparativement au trimestre précédent. Sur les neuf premiers mois et en glissement annuel, elle progresse de 15,0%. Ces évolutions sont attribuables à l'accroissement des commandes et au cycle végétatif de la plante pour lequel, le troisième trimestre correspond à la période de grande saignée. Les exportations de caoutchouc progressent de 20,5% en glissement annuel sur les huit premiers mois de 2024. Selon les prévisions des principaux opérateurs de la filière, la production de caoutchouc est estimée en progression de 18,9% au terme de l'année 2024.

La production de **banane** augmente de 12,9% au troisième trimestre 2024 comparativement au trimestre précédent. Sur les neuf premiers mois de 2024, la production de banane augmente de 8,2% par rapport à la même période de 2023. Ces évolutions sont attribuables à la poursuite des efforts de renouvellement des plantations à la CDC, à l'entrée de la Compagnie des bananes de Mondoni (CDBM), nouvel opérateur dans la filière et aux conditions climatiques favorables. De janvier à août 2024, les exportations de banane ont progressé de 25,4% en glissement annuel. Au terme de l'année, la production de banane croîtrait de 5,1%.

Dans la **sylviculture et exploitation forestière**, la production de grumes progresse de 7,6% au troisième trimestre 2024 par rapport au trimestre précédent. Sur les neuf premiers mois de 2024 et en glissement annuel, elle baisse de 34,2%, en lien avec la baisse de la demande. Par ailleurs, le mauvais état des routes et les perturbations de l'approvisionnement en énergie électrique dans les zones forestières constituent des obstacles au développement de cette filière. Au terme de l'année, la production de grumes reculerait de 37,7%. La baisse de la production de grumes est à mettre en lien avec, entre autres, la taxation progressive des exportations de grumes et de bois minimalement transformés au Cameroun. Le relèvement des taxes sur les exportations de bois grume vise à préparer l'entrée en vigueur de l'interdiction des exportations de grumes en provenance de la CEMAC et de la RDC vers le marché international. Cette mesure, qui sera effective dans tous ces pays dès 2028, a pour objectif de renforcer la transformation locale.

Secteur secondaire

Au troisième trimestre 2024, le chiffre d'affaires du secteur secondaire augmente de 0,3% comparé au trimestre précédent. Sur les neuf premiers mois de 2024 et en glissement annuel, il progresse de 1,4%, soutenu par la bonne tenue des activités, notamment dans les branches « industries des corps gras et d'aliments pour animaux » (+11,3%), « industrie du cacao, café, thé et sucre » (+9,2%), « production et distribution d'électricité » (+4,5%), « industries des boissons » (+3,6%), « fabrication d'autres produits minéraux non métalliques » (+1,7%). Cette dynamique est atténuée par le recul observé notamment dans les branches « industries du bois sauf fabrication des meubles » (-12,4%), « fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux sauf machines et matériels » (-9,6%), « Fabrication de produits à base de céréales » (-13,5%). La croissance du secteur est estimée à 3,3% en 2024 après 2,3% en 2023.

Le niveau général des prix, bien qu'en recul à fin septembre comparé à la même période de l'année dernière, continue d'impacter négativement les activités du secteur. Les coûts du transport routier restent élevés, exacerbés par l'insuffisance et la qualité des infrastructures routières. Par ailleurs, la situation sécuritaire dans les régions du Nord-ouest, du Sud-ouest et de l'Extrême-nord continue de perturber les chaînes de production et de distribution.

Tableau 3 : Taux de croissance des branches du secteur secondaire en 2024

Rubriques	Taux (en %)
Secteur secondaire	3,3
Industries extractives	-2,4
Industries agroalimentaires	4,3
Autres industries manufacturières	3,7
Production et distribution d'électricité	4,6
Production distribution d'eau et assainissement	3,8
BTP	5,0

Source : Comité de cadrage

Les **industries manufacturières** regroupent les industries agroalimentaires et les autres industries manufacturières.

En ce qui concerne les **industries agroalimentaires**, les branches d'activités qui enregistrent une baisse au troisième trimestre 2024 comparée au trimestre précédent sont notamment : les « Industries du cacao, café, thé et sucre » (-57,9%), les « industries de boisson (-8,4%) et les « industries des corps gras et d'aliments pour animaux » (-3,7%). Par contre, elle progresse dans les branches « travail de grains et fabrication des produits amylacés » (+12,9%), « industries de production, de transformation et de conservation de la viande, du poisson et des produits de la pêche » (+5,5%).

Au terme des neuf premiers mois et en glissement annuel, l'activité progresse dans ce sous-secteur, tirée par l'accroissement de la production dans toutes les branches à l'exception de la branche « fabrication de produits à base de céréales » (-13,5%). La croissance de la valeur ajoutée dans les industries agroalimentaires est estimée à 4,3% en 2024.

Par branche d'activités, les évolutions sont les suivantes :

Dans les « **industries de production, de transformation et de conservation de la viande, du poisson et des produits de la pêche** », la production de viande augmente de 5,5% au troisième trimestre 2024, comparée au trimestre précédent, en lien avec la hausse des abattages. De janvier à septembre 2024 et comparée à la même période de l'année dernière, la production de viande augmente de 4,5%, attribuable notamment à la hausse des abattages des bovins et à l'ouverture de nouvelles boucheries. Sur l'ensemble de l'année 2024, l'augmentation de la production est estimée à 3,2%.

Dans la branche « **travail de grains et fabrication des produits amylacés** », la production croît de 12,9% au troisième trimestre 2024 par rapport au trimestre précédent, en lien avec la hausse de 14,5% de la production de farine. Sur les neuf premiers mois de 2024, la production de la branche augmente de 7,9% en glissement annuel, tirée par l'augmentation de 6,6% de la production de farine, du fait de l'accroissement des capacités de production et de la disponibilité du blé sur le marché international. En fin d'année, l'activité dans la branche est estimée en hausse de 10,0%.

Dans les « **industries du cacao, café, thé et sucre** », la production de la branche chute de 57,9% au troisième trimestre 2024 comparée au trimestre précédent, en lien avec la fin de la campagne de production de sucre. Sur les neuf premiers mois de 2024 et en glissement annuel, la production de la branche progresse de 9,2%. Au terme de l'année, la production de la branche progresse de 8,3%.

Le troisième trimestre de chaque année correspond à la fin de la campagne de production de sucre et donc à l'arrêt des machines pour maintenance. Sur les neuf premiers mois de 2024 et en glissement annuel, la production de sucre croît de 11,0%, du fait des investissements consentis notamment pour l'amélioration du taux d'extraction des usines, la réhabilitation des usines et du parc d'engins en lien avec la mise en œuvre du plan de relance de l'entreprise SOSUCAM. Au terme de l'année 2024, la production de sucre augmente de 8,5%.

Les productions de **masse de cacao** et de **beurre de cacao** reculent respectivement de 27,8% et de 5,1% au troisième trimestre 2024 par rapport au trimestre précédent, attribuable à la baisse des commandes. De janvier à septembre 2024 et comparée à la même période de

l'année dernière, la production de masse de cacao recule de 4,5% tandis que celle de beurre de cacao augmente de 17,5%. Les projections de fin d'année tablent sur une baisse de 4,1% de la production de masse de cacao et une hausse de 14,6% de celle de beurre de cacao. La production de thé baisse de 15,3% au troisième trimestre 2024 par rapport au trimestre précédent. Sur les neuf premiers mois de 2024 et en glissement annuel, la production de thé est en hausse de 33,0%, en lien avec les conditions climatiques favorables et le renforcement des effectifs des ouvriers dans les plantations.

Dans les « **industries des corps gras et d'aliments pour animaux** », la production baisse de 3,7% au troisième trimestre 2024 par rapport au trimestre précédent, imputable entre autres, au recul de la production des tourteaux (-7,2%). Par contre, la production des huiles raffinées reste stable. De janvier à septembre 2024 et en glissement annuel, la production de la branche progresse de 11,3%, attribuable principalement à la hausse de 15,9% de la production de tourteaux. La production des huiles raffinées recule de 8,8%, en lien avec les difficultés financières que rencontrent certains opérateurs de la filière et la rareté de l'huile de palme brute. Au terme de l'année, la production dans la branche est estimée en hausse de 8,0%.

Dans la branche « **fabrication de produits à base de céréales** », la production des biscuits et des pâtes alimentaires recule de 3,4% au troisième trimestre 2024 par rapport au trimestre précédent. Sur les neuf premiers mois de 2024 et en glissement annuel, elle chute de 13,5%, en lien avec la baisse de la demande notamment en provenance des pays voisins. Au terme de l'année, la production diminue de 8,9%.

La production dans les « **industries de boissons** » recule de 8,4% au troisième trimestre 2024, comparée au trimestre précédent. De janvier à septembre 2024 et en glissement annuel, la production de la branche progresse de 3,6%, en raison notamment de la mise en service de nouvelles lignes de production. Au terme de l'année 2024, la production est en hausse de 4,6%.

Tableau 4 : Taux de croissance de la production par branche d'activité dans l'agroalimentaire (en %)

Libellés	3 ^{ème} trim. 2024/ 3 ^{ème} trim. 2023	Janv-sept.2024/ Janv-sept.2023
Production, transformation et conservation de viande, du poisson et des produits de la pêche	5,5	4,5
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	12,9	7,9
Industries du cacao, café, sucre et thé	-57,9	9,2
Fabrication de produits à base de céréales	-3,4	-13,5
Industries des corps gras et d'aliments pour animaux	-3,7	11,3
Industries des boissons	-8,4	3,6

Source : Enquête de conjoncture MINFI

Revenant au sous-secteur des « autres industries manufacturières », la production augmente au troisième trimestre 2024 par rapport au trimestre précédent, notamment dans les branches, « fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux (sauf machines et matériels) » (+62,2%), « production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc » (+38,6%), « fabrication d'autres produits minéraux non métalliques » (+0,4%). A contrario,

elle baisse dans les branches « industries du bois sauf fabrication des meubles » (-8,5%), « industries chimiques et fabrication de produits chimiques » (-1,6%).

La production des « autres industries manufacturières » sur les neuf premiers mois de 2024, est caractérisée notamment par un recul dans les branches « industries chimiques et fabrication de produits chimiques » (-26,5%), « industries du bois sauf fabrication des meubles » (-12,4%), « fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux (sauf machines et matériels) » (-9,6%). Par contre, elle progresse dans les branches « production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc » (+14,1%), « fabrication d'autres produits minéraux non métalliques » (+1,7%). Au terme de l'année, la croissance des « autres industries manufacturières » serait de 3,7%.

Tableau 5: Taux de croissance de la production par branche d'activité dans les autres industries manufacturières (en %)

Libellés	3 ^{ème} trim. 2024/ 3 ^{ème} trim.2023	Janv-sept.2024/ Janv-sept.2023
Industries du textile et de la confection	-	-53,4
Industries du bois sauf fabrication des meubles	-8,5	-12,4
Fabrication de papier et d'articles en papier, imprimerie et activité annexe à l'imprimerie	-51,1	-16,0
Industries chimiques et fabrication de produits chimiques	-1,6	-26,5
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et matières plastiques	38,6	14,1
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	0,4	1,7
Fabrication de produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux (sauf machines et matériels)	62,2	-9,6
Fabrication de meubles, activités de fabrication	1,9	-1,3

Source : Enquête de conjoncture MINFI

Dans les « **industries du textile et de la confection** », les activités de production sont à l'arrêt. Sur les neuf premiers mois de l'année 2024 et en glissement annuel, la production de la branche recule de 53,4%, en lien avec l'arrêt des unités de production. La CICAM continue de faire face aux difficultés techniques et financières.

L'activité dans les « **industries du bois sauf fabrication des meubles** » enregistre une baisse de 8,5% au troisième trimestre 2024 comparativement au trimestre précédent. De janvier à septembre 2024 et comparée à la même période de 2023, elle recule de 12,4%, du fait de la baisse des commandes. Au terme de l'année, la production diminuerait de 6,4%.

Dans la branche « **fabrication de papier et d'articles en papier, imprimerie et activité annexe à l'imprimerie** », la production chute de 51,1% par rapport au trimestre précédent, en lien avec la baisse des commandes. Sur les neuf premiers mois de 2024 et en glissement annuel, la production recule de 16,0%. Ce secteur continue de faire face aux difficultés financières des opérateurs de la filière. Au terme de l'année, la production serait quasi-stable.

Pour ce qui est de la branche « **industries chimiques et fabrication de produits chimiques** », la production baisse de 1,6% au troisième trimestre 2024, comparée au trimestre précédent, en lien notamment avec le recul de 6,6% de la production des savons et de 5,9% de celle du gaz médical. Toutefois, la production des acides gras augmente de 16,5%. Sur les neuf

premiers mois de 2024 et en glissement annuel, l'activité dans la branche recule de 26,5%, imputable notamment à la baisse de 41,0% de la production de savon, du fait des difficultés d'approvisionnement en matière première. Au terme de l'année, l'activité dans la branche reculerait de 26,1%.

S'agissant de la branche « **production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc** », la production croît de 38,6% au troisième trimestre 2024 par rapport au deuxième trimestre, en lien principalement avec l'accroissement de 22,0% de la production de caoutchouc naturel. Sur les neuf premiers mois de 2024 et en glissement, l'activité progresse de 14,1% tirée par la hausse de 15,0% de la production de caoutchouc et de la demande des produits de construction et d'entretien des maisons. Au terme de l'année, l'activité dans la branche progresse de 16,2%.

Pour ce qui de la branche « **fabrication d'autres produits minéraux non métalliques** », la production augmente de 0,4% au troisième trimestre 2024 par rapport au trimestre précédent, en lien avec principalement la hausse de 2,6% de la production de verre. De janvier à septembre 2024 et comparée à la même période de 2023, la production dans la branche progresse de 1,7%, tirée par la production de bouteilles en verre (+24,6%), suite à la mise en service d'une nouvelle ligne de production de verre. La production de ciment est quasi-stable. Au terme de l'année, la production de la branche s'accroît de 4,1%. Une nouvelle cimenterie a été inaugurée en juillet 2024 dans la localité de Mboro dans la banlieue de Kribi. Cette unité de production d'un coût d'environ 50 milliards apportera 1,2 million de tonnes de ciment supplémentaire par an sur le marché, et emploiera plus de 200 personnes.

Les activités dans la branche « **fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux (sauf machines et matériels)** » enregistrent une hausse de 62,2% de la production au troisième trimestre par rapport au trimestre précédent, en lien avec la hausse de la production des lingots et des plaques d'aluminium (+140,4%). Les productions des bandes et des tôles chutent respectivement de 58,9% et 51,9% consécutivement à la maintenance des machines de laminage. Sur les neuf premiers mois de 2024 et en glissement annuel, l'activité de la branche recule de 9,6% du fait de la baisse des commandes à l'international. Au terme de l'année, la production dans la branche reculerait de 8,1%.

Dans la « **production et la distribution d'électricité** », l'activité recule de 4,7% au troisième trimestre 2024 comparée au deuxième trimestre. Cette baisse s'explique principalement par le recul des achats d'énergie des centrales de production de Kribi et Dibamba, ainsi que par la baisse de la production de Memve'ele. Sur les neuf premiers mois de 2024 et en glissement annuel, la production croît de 4,5% soutenue par la mise en service de l'usine de pied du barrage de Lom-pangar, ainsi que les trois premières turbines du barrage de Nachtigal. La croissance de la branche est projetée à 4,6% en 2024.

Dans la « **production et distribution d'eau et assainissement** », l'activité recule de 3% au troisième trimestre 2024 comparée au trimestre précédent. De janvier à septembre 2024 et en glissement annuel, la production progresse de 4,3%, tirée par la hausse de 6,5% de production des ordures ménagères. Au terme de l'année, la croissance de la branche est estimée à 3,8%.

Secteur tertiaire

Au troisième trimestre 2024, les activités du secteur tertiaire sont marquées par une baisse de 3,2% du chiffre d'affaires par rapport au trimestre précédent. Sur les neuf premiers mois de l'année, le chiffre d'affaires progresse de 2,7%, soutenu par la bonne tenue des activités dans les branches « Information et Télécommunication » (+17,2%) ; « Transport et Entreposage » (+2,3%) ; « hôtels et restaurants » (+5,6%). La baisse de 0,9% du chiffre d'affaires de la branche « commerce et réparations » a contribué à freiner l'évolution d'ensemble. La croissance du secteur serait de 4,5% en 2024 après 3,9% en 2023, en lien avec la consolidation des activités dans les différentes branches d'activités. Les évolutions par branches se présentent ainsi qu'il suit :

Dans la branche « **commerce et réparations** », les activités sont marquées par une baisse de 5,1% du chiffre d'affaires au troisième trimestre 2024 par rapport au trimestre précédent, imputable au recul des ventes de gros. Sur les neuf premiers mois de l'année, le chiffre d'affaires reste quasi stable. La dégradation de certains axes du réseau routier national continue d'impacter négativement l'approvisionnement des marchés régionaux en produits vivriers, de même que la livraison dans les centres de distribution des produits manufacturés.

En ce qui concerne les « **télécommunications** », le chiffre d'affaires progresse de 3,2% au troisième trimestre 2024 par rapport au trimestre précédent. Sur les neuf premiers mois de l'année et en glissement annuel, le chiffre d'affaires croît de 17,2%, en lien avec notamment la multiplication des offres promotionnelles sur les différents réseaux et la forte utilisation des services de transfert d'argent Mobile Money. Par ailleurs, le nombre d'abonnés augmente de 32,3%.

Au troisième trimestre 2024, le chiffre d'affaires de la branche « hôtellerie et restauration », croît de 1,1% par rapport au trimestre précédent. Sur les neuf premiers mois de l'année et en glissement annuel, le chiffre d'affaires progresse de 5,6% du fait de l'amélioration des services et de la demande de location de salle. Le nombre de nuitées et le taux moyen d'occupation des chambres progressent respectivement de 5,3% et de 4,6%. La croissance de la branche est estimée à 4,9% après 4,6% en 2023.

Dans la branche « **transport et entreposage** », le chiffre d'affaires baisse de 2,8% au troisième trimestre par rapport au deuxième trimestre 2024. Par contre, de janvier à septembre 2024, le chiffre d'affaires progresse de 2,3% en glissement annuel, du fait de l'amélioration du trafic dans l'ensemble de ses sous-branches.

Pour le **transport maritime**, le chiffre d'affaires et le trafic global baissent respectivement de 8,0% et 2,0% au troisième trimestre 2024 par rapport au trimestre précédent. Sur les neuf premiers mois de l'année et en glissement annuel, le chiffre d'affaires progresse de 1,4%. Le trafic global des marchandises s'accroît de 5,3%, du fait de l'effet combiné de l'augmentation de 6,9% du tonnage des marchandises à l'importation et de 3,0% de celui à l'exportation.

Dans le **transport ferroviaire**, le chiffre d'affaires est stable au troisième trimestre 2024 par rapport au trimestre précédent, tandis que les activités progressent de 5,9%. La bonne tenue des activités s'explique par l'effet combiné de la hausse de 20,8% du trafic voyageur et de 3,1% du tonnage des marchandises transportées. De janvier à septembre 2024 et en glissement annuel, le chiffre d'affaires progresse de 5,8% et les activités de 1,5%, en lien avec la hausse de 12,6% du trafic voyageur malgré la quasi stabilité du trafic marchandises.

Concernant le **transport terrestre**, les mises à la consommation de carburant baissent de 4,5% au troisième trimestre 2024 par rapport au trimestre précédent, résultant du recul de 12,9% des mises à la consommation de gazole et de la hausse de 8,1% de celles de super. Sur les neuf premiers mois de l'année 2024 et en glissement annuel, les mises à la consommation progressent de 3,2%.

INFORMATIONS SOCIO-ECONOMIQUES

Prix à la consommation des ménages

Au troisième trimestre 2024 et par rapport au trimestre précédent, l'indice des prix à la consommation finale des ménages progresse de 1,0%. Cette hausse s'observe principalement sur les prix des fonctions de consommation « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+2,1%), « logements, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+0,7%), « transport » (+0,3%) et « enseignement » (+0,9%).

S'agissant particulièrement des produits alimentaires, la hausse des prix est tirée en grande partie par l'augmentation des prix des légumes (+4,2%), des « pains et céréales » (+2,7%), des « laits, fromage et œufs » (+1,0%), des « poissons et fruits de mer » (+0,9%) et des « viandes » (+0,8%). Par contre, l'on enregistre une diminution de 0,7% sur les prix des huiles et graisses et une quasi-stabilité sur ceux de la fonction « sucre et confiserie ».

Suivant l'origine, les prix des produits locaux augmentent plus fortement (+1,1%) que ceux des produits importés (+0,7%). Sur le plan spatial, les prix sont en hausse dans tous les chefs-lieux de région, avec des évolutions au-dessus de la moyenne nationale pour les villes de Bamenda (+2,2%), Ngaoundéré (+1,3%), Douala (+1,2%) et Buéa (+1,1%).

En glissement annuel, l'indice des prix à la consommation finale des ménages croît de 4,0%. Cette hausse est consécutive à celle des prix des fonctions « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+4,7%), « logements, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+3,3%), et « transports » (+11,0%). Sur les neuf premiers mois de 2024 et par rapport à la même période en 2023, l'inflation poursuit une tendance baissière. Elle perd 3,3 points et se situe à 4,5%.

Tableau 6 : Evolution de l'indice harmonisé des prix à la consommation finale des ménages (Base 100 année 2022)

Postes de dépenses	Poids	3 ^{ème} trim. 2023	Janv.-Sept. 2023	2 ^{ème} trim. 2024	3 ^{ème} trim. 2024	Janv.-Sept. 2024	Variations (en %)		
		(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(d)/(c)	(d)/(a)	(e)/(b)
I - Evolution suivant les fonctions de consommation									
<i>Produits alimentaires et boissons non alcoolisées</i>	3182	112,9	109,9	115,8	118,2	115,7	2,1	4,7	5,2
<i>Boissons alcoolisées et tabacs</i>	136	104,0	103,2	105,8	106,1	105,6	0,3	2,1	2,3
<i>Articles d'habillement et chaussures</i>	984	104,9	103,9	106,7	107,0	106,7	0,3	1,9	2,7
<i>Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles</i>	1289	103,9	103,1	106,6	107,3	106,4	0,7	3,3	3,2
<i>Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer</i>	510	107,6	106,9	109,2	109,7	109,1	0,5	2,0	2,1
<i>Santé</i>	478	101,0	100,8	101,4	101,5	101,4	0,1	0,6	0,6
<i>Transports</i>	1127	117,5	114,0	130,0	130,4	128,2	0,3	11,0	12,4
<i>Communication</i>	459	100,4	100,4	100,5	100,5	100,5	0,0	0,1	0,1
<i>Loisirs et culture</i>	335	102,2	101,6	102,5	102,8	102,6	0,2	0,6	1,0
<i>Enseignement</i>	307	103,6	102,7	104,5	105,5	104,8	0,9	1,9	2,1
<i>Restaurants et hôtels</i>	669	105,3	104,7	106,7	107,1	106,7	0,4	1,7	1,9
<i>Biens et services divers</i>	524	105,7	104,9	107,5	108,0	107,5	0,5	2,2	2,4
Indice Général	10 000	108,6	106,8	111,8	112,9	111,6	1,0	4,0	4,5
II - Evolution suivant les groupes									
<i>Produits locaux</i>		109,4	107,5	112,8	114,0	112,5	1,1	4,1	4,6
<i>Produits importés</i>		106,3	105,2	109,5	110,3	109,3	0,7	3,7	3,9
III - Evolution suivant les différentes régions									
<i>Yaoundé</i>		108,4	106,8	111,5	112,3	111,2	0,7	3,7	4,0
<i>Douala</i>		108,9	107,0	112,5	113,8	112,4	1,2	4,6	5,0
<i>Maroua</i>		109,3	106,7	115,6	116,8	114,1	1,0	6,9	6,9
<i>Bafoussam</i>		107,9	106,5	112,2	112,4	111,5	0,1	4,2	4,7
<i>Buea</i>		107,7	106,4	111,4	112,6	111,3	1,1	4,6	4,6
<i>Garoua</i>		108,3	106,5	109,5	110,7	109,5	1,0	2,2	2,9
<i>Ebolowa</i>		108,3	106,8	112,0	113,0	111,7	0,9	4,4	4,6
<i>Ngaoundéré</i>		110,7	107,5	111,2	112,7	111,6	1,3	1,8	3,8
<i>Bertoua</i>		109,4	107,5	111,7	111,8	111,7	0,1	2,2	3,9
<i>Bamenda</i>		106,5	105,7	108,2	110,6	108,8	2,2	3,8	2,9

Sources : INS, MINFI

Quelques faits marquants du troisième trimestre 2024

Au cours du troisième trimestre 2024, une nouvelle cimenterie dénommée Cimpor Cameroon SA a été inaugurée à Kribi le 19 juillet 2024, par le Premier Ministre, Chef du Gouvernement. Bâtie sur une superficie de 12 ha, cette nouvelle cimenterie a une capacité de production de 1,5 million de tonnes de ciment par an. Elle produira aussi 400 000 tonnes d'argile calcinée pour substituer l'importation du clinker, de 25% à 40%.

Le Gouvernement, avec l'appui de l'AFD, a mis en place un mode de financement dénommé « prêt d'honneur », à destination des TPE et PME des secteurs de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de l'élevage et du numérique. Il s'agit d'un prêt à taux zéro, en faveur des entrepreneurs, âgés de 18 à 70 ans et ne pouvant bénéficier d'un prêt bancaire classique. Le lancement de la phase pilote de ce « prêt d'honneur » a eu lieu à Obala le 11 septembre 2024, au profit de 56 jeunes entrepreneurs installés à Obala (région du centre) et à Bafoussam (région de l'Ouest), pour un montant total de 151,1 millions de francs.

La banque islamique de développement (BID) a mis une ligne de crédit, d'un montant de 13 milliards de francs à la disposition des TPE et PME, dont les activités restent perturbées par les conséquences de la Covid19. Cette enveloppe financière est octroyée à travers Afriland First Bank via une convention signée avec le Gouvernement le 16 septembre 2024.

Dans le cadre de l'amélioration de l'offre d'électricité, un troisième groupe d'une capacité de 60 MW est entré en service sur le barrage de Nachtigal, portant la capacité globale installée au 19 septembre 2024 à 180 MW.

SECTEUR EXTERIEUR

Balance des paiements : Creusement du déficit courant en glissement annuel

Compte des transactions courantes

Au troisième trimestre 2024 et par rapport au trimestre précédent, le déficit du compte courant se réduit de 82,4 milliards et se situe à 485,7 milliards. Cette évolution résulte principalement de l'amélioration du solde des biens. Par contre, le déficit des services ainsi que celui des revenus primaires s'aggravent. L'excédent des revenus secondaires s'améliore.

Le déficit des biens se situe à 284,0 milliards après 409,1 milliards. Cette réduction résulte d'une baisse des dépenses d'importations fob (-112,4 milliards) et d'une hausse des recettes d'exportations fob (+12,7 milliards).

Le déficit des services se détériore de 38,6 milliards et se situe à 221,8 milliards. Cette détérioration est imputable à la baisse des recettes de transport (-10,3 milliards), de voyages (-3,6 milliards) et à la hausse des dépenses relatives aux services financiers (+25,3 milliards). Le déficit des revenus primaires se situe à 144,7 milliards après 136,3 milliards, du fait de la hausse du paiement des intérêts sur la dette publique extérieure. L'excédent des revenus secondaires s'élève à 164,7 milliards après 160,5 milliards.

Tableau 7 : Balance des paiements (en milliards)

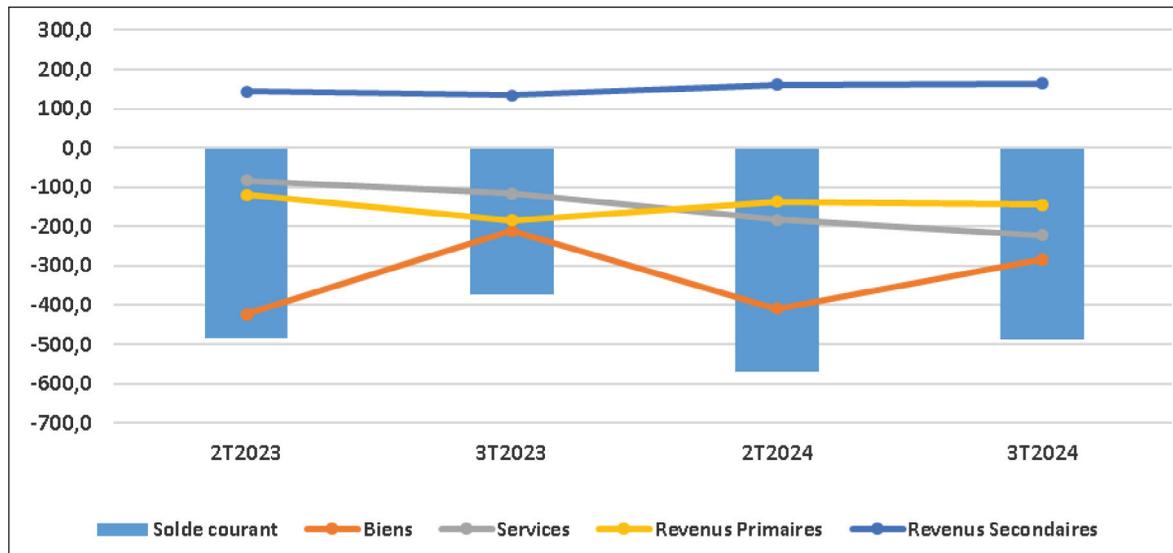
LIBELLES	3T2023	2T2024*	3T2024**	Variations	
	(a)	(b)	(c)	(c)-(b)	(c)-(a)
I- SOLDE COURANT (Transferts publics inclus)	-374,3	-568,1	-485,7	82,4	-111,4
1- Balance des biens	-210,3	-409,1	-284,0	125,1	-73,7
2- Balance des services	-115,4	-183,2	-221,8	-38,6	-106,4
3- Balance des revenus primaires	-183,5	-136,3	-144,7	-8,4	38,8
4- Balance des revenus secondaires	134,8	160,5	164,7	4,2	29,9
FINANCEMENTS EXTERIEURS	-140,5	571,6	604,8	33,2	745,3
1- Secteur privé non bancaire	-62,5	291,1	114,5	-176,6	177,0
Investissements Directs Etrangers (IDE)	39,8	105,9	36,3	-69,6	-3,5
Investissements de portefeuille et Produits financiers dérivés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Tirages nets (Hors IDE et IPF)	-102,3	185,1	78,2	-107,0	180,5
2- Administration Publique	8,7	116,9	299,4	182,5	290,7
Dons projets (y compris C2D)	54,8	10,7	1,0	-9,7	-53,8
Tirages nets sur emprunt obligataire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Tirages nets (hors obligations du trésor)	-46,1	106,2	298,4	192,2	344,5
3-Banques créatrices de monnaie	-86,7	163,6	190,9	27,3	277,6
III- ERREURS ET OMISSIONS	-39,7	6,5	11,9	5,3	51,5
IV- SOLDE GLOBAL	-554,5	10,0	130,9	120,9	685,4

Source : MINFI *Données mises à jour ; **Données provisoires

En glissement annuel, le déficit du compte courant s'aggrave de 111,4 milliards, en raison principalement du creusement des déficits des biens et des services. Le déficit des revenus primaires se réduit et l'excédent des revenus secondaires s'améliore.

Le déficit des services se détériore de 106,4 milliards, du fait de la dégradation des soldes des transports et des autres services. La détérioration des autres services est en lien avec la hausse des dépenses liées à l'assistance technique aux entreprises (+20,9 milliards). Le déficit des revenus primaires se réduit de 38,8 milliards, du fait principalement de la baisse des dividendes versés aux investisseurs étrangers. L'excédent des revenus secondaires diminue de 29,9 milliards.

Graphique 1 : Evolution des principaux soldes du compte courant (en milliards)



Source : MINFI

1.1.2. Financements extérieurs

Au troisième trimestre 2024 et par rapport au trimestre précédent, les financements extérieurs se caractérisent par des entrées nettes de 604,8 milliards, après 571,6 milliards. Le secteur privé non bancaire enregistre des entrées nettes de 114,5 milliards, en baisse de 176,6 milliards, du fait de la baisse des flux d'investissements directs étrangers et des tirages nets. Les flux d'investissements directs étrangers s'élèvent à 36,3 milliards, en baisse de 69,6 milliards. Les tirages nets diminuent de 107 milliards et se situent à 78,2 milliards. Les entrées nettes du secteur public s'élèvent à 299,4 milliards, en hausse de 182,5 milliards, du fait essentiellement de l'émission d'un emprunt de 335 milliards aux investisseurs internationaux. Le secteur bancaire enregistre des entrées nettes de 190,9 milliards, après 163,6 milliards.

En glissement annuel, les financements extérieurs nets augmentent de 745,3 milliards. Cette évolution résulte principalement de la hausse des engagements extérieurs nets du secteur privé non bancaire et de la baisse des avoirs extérieurs nets des banques commerciales.

Le solde global qui se dégage de l'ensemble des transactions effectuées avec l'extérieur au cours du troisième trimestre 2024 est excédentaire de 130,9 milliards, après 10,0 milliards au trimestre précédent. Cette évolution résulte d'une hausse des financements extérieurs couplée à une réduction du déficit courant. En glissement annuel, le solde global s'améliore, passant d'un déficit de 554,5 milliards à cet excédent de 130,9 milliards.

Tableau 8 : Balance des paiements 3T2023, 2T2024 et 3T2024 (en milliards)

LIBELLES	3T2023 (a)	2T2024* (b)	3T2024** (c)	Variations	
				(c)-(b)	(c)-(a)
I- SOLDE COURANT (Transferts publics inclus)	-374,3	-568,1	-485,7	82,4	-111,4
SOLDE COURANT (Transferts publics exclus)	-391,2	-583,0	-500,2	82,8	-109,0
1- Balance des biens	-210,3	-409,1	-284,0	125,1	-73,7
Exportations des biens FOB	909,4	837,1	849,8	12,7	-59,6
dont Exportations douanières FOB	693,6	662,8	702,4	39,6	8,8
Importations des biens FOB	-1 119,7	-1 246,2	-1 133,8	112,4	-14,1
dont Importations douanières CAF	-1 187,2	-1 313,9	-1 208,7	105,2	-21,5
2- Balance des services	-115,4	-183,2	-221,8	-38,6	-106,4
Transports	-70,9	-83,2	-93,6	-10,4	-22,7
Assurances	-11,3	-18,4	-13,3	5,1	-2,0
Voyages	-29,6	-18,6	-25,7	-7,1	3,9
Autres services	-3,5	-63,0	-89,2	-26,2	-85,6
Dont Assistance technique et services divers	-36,7	-63,3	-49,8	13,5	-13,1
3- Balance des revenus primaires	-183,5	-136,3	-144,7	-8,4	38,8
Recettes	29,7	36,1	21,7	-14,4	-8,0
Dépenses	-213,2	-172,4	-166,4	6,0	46,8
Rémunération des salariés	-9,1	-5,4	-4,6	0,8	4,5
Investissements directs	-111,7	-118,2	-67,5	50,7	44,2
Investissements de portefeuille	-0,5	0,0	-2,5	-2,5	-2,0
Autres investissements	-91,8	-48,8	-91,8	-43,0	0,1
<i>Dont intérêt sur la dette Publique Extérieur</i>	-91,5	-41,0	-90,8	-49,8	0,7
4- Balance des revenus secondaires	134,8	160,5	164,7	4,2	29,9
II- COMPTE DE CAPITAL & D'OPERATIONS FIN.	-140,5	571,6	604,8	33,2	745,3
1- Compte de Capital	66,0	20,8	11,6	-9,1	-54,3
Administrations publiques	54,8	10,7	1,0	-9,7	-53,8
dont : dons (PPTE, C2D, IADM)				0,0	0,0
Autres secteurs	11,2	10,1	10,6	0,6	-0,5
2- Compte d'opérations financières	-206,5	550,8	593,2	42,3	799,6
Investissements Directs	39,8	105,9	36,3	-69,6	-3,5
Sortants	17,5	12,8	-3,0	-15,8	-20,6
Investissements de portefeuille	-46,5	2,3	-50,2	-52,5	-3,7
Engagements (baisse -)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres Investissements	-199,8	442,6	607,0	164,5	806,8
Administrations publiques	-46,1	106,2	298,4	192,2	344,5
dont Engagements	-46,1	106,2	298,4	192,2	344,5
- Tirages	128,5	259,6	466,2	206,6	337,7
- Amortissements	-174,6	-153,4	-167,8	-14,4	6,8
Banques et Institutions financières	-40,2	161,3	241,1	79,8	281,3
Avoirs (baisse +)	72,6	19,3	36,3	17,0	-36,3
- Dépôts	75,2	11,7	55,2	43,5	-20,0
- Autres avoires	-2,7	7,6	-19,0	-26,5	-16,3
Engagements (baisse -)	-112,8	142,0	204,8	62,8	317,6
-Dépôts	-22,8	-2,5	255,1	257,7	277,9
-Autres Engagements	-90,0	144,5	-50,3	-194,8	39,7
Privé non bancaire	-113,5	175,1	67,5	-107,5	181,0
Avoirs (baisse +)	24,3	145,1	45,4	-99,7	21,1
III- ERREURS ET OMISSIONS	-39,7	6,5	11,9	5,3	51,5
IV- SOLDE GLOBAL	-554,5	10,0	130,9	120,9	685,4
V- FINANCEMENT	554,5	-10,0	-130,9	-120,9	-685,4

Source : MINFI *Données mises à jour ; ** Données provisoires

Encadré : Politique commerciale de l'administration Trump et ses implications pour l'économie camerounaise

Déclinaison des mesures commerciales annoncées par l'Administration Trump

Le président des Etats-Unis, Donald Trump a réaffirmé lors de son investiture le 20 janvier 2025 sa volonté d'instaurer un nouveau protectionnisme économique en imposant des droits de douane universels sur les importations américaines. Cette politique viserait principalement à : (i) rééquilibrer la balance commerciale des Etats-Unis ; (ii) réindustrialiser le pays ; et (iii) renforcer la sécurité nationale.

A cet effet, il propose de rehausser de 10 points de pourcentage la protection douanière sur tous les produits en provenance de tous les pays, avec une augmentation plus importante (+60 points de pourcentage) sur les importations en provenance de la Chine. De plus, il envisage d'augmenter de 100% les droits de douane sur les produits en provenance des pays envisageant d'abandonner le dollar dans leurs transactions internationales, et d'une taxe de 200% sur les importations de voitures électriques produites par les entreprises chinoises installées au Mexique.

Quelles implications pour l'économie mondiale ?

Selon le Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII), ces mesures, si elles venaient à être appliquées, devraient diminuer le PIB mondial de 0,5% et le commerce mondial de 3,3%. Ce ralentissement de l'activité économique mondiale proviendrait principalement de la baisse des échanges entre pays, avec des effets particulièrement forts sur les grandes économies (Chine, Etats-Unis).

Par ailleurs, les flux commerciaux devraient connaître une réorganisation importante dont l'élément majeur serait la chute spectaculaire du commerce entre les Etats-Unis et la Chine : les exportations de la Chine vers les Etats-Unis seraient plus faibles de 80,5% et celles des Etats-Unis vers la Chine de 58%. Le désengagement des Etats-Unis du commerce avec l'Union européenne (UE) serait aussi substantiel. Le commerce américain se recentrerait davantage sur ses partenaires régionaux : Canada et Mexique. Parallèlement, la Chine, qui serait confrontée à une baisse de ses exportations vers les Etats-Unis, redirigerait ses surcapacités vers d'autres marchés notamment l'Europe, l'Asie et dans une moindre mesure l'Afrique. La baisse du PIB chinois, qui découlerait de cette diminution des exportations, devrait entraîner à terme une réduction de ses importations en provenance de tous les pays.

Qu'en est-il de l'économie camerounaise ?

L'augmentation des droits de douane sur les exportations camerounaises vers les Etats-Unis ne devrait pas directement impacter l'économie camerounaise. En effet, les exportations camerounaises vers les Etats-Unis sont faibles (78,9 milliards en 2022 et 32,1 milliards en 2023) et sont composées essentiellement des produits de base. Par ailleurs, la mesure étant générale, elle ne devrait pas désavantager les produits camerounais sur le marché américain. Toutefois, les conséquences que ces mesures auraient sur l'économie des partenaires du Cameroun, en particulier la Chine, devrait, par le canal des échanges, impacter négativement l'économie.

En effet, la Chine est le principal partenaire commercial du Cameroun en 2023, avec 14,8% de la valeur totale des échanges (231,9 milliards en exportations et 946,2 importations). Comme mentionné plus haut, la baisse de la production en Chine, en lien avec la diminution de ses exportations entrainerait, à terme, une réduction de ses importations des matières premières, en particulier celles en provenance du Cameroun. En outre, la réorientation des exportations chinoises vers d'autres pays, dont le Cameroun pourrait perturber la production locale et par ricochet mettre à mal la mise en œuvre de la politique d'import-substitution.

FINANCES PUBLIQUES

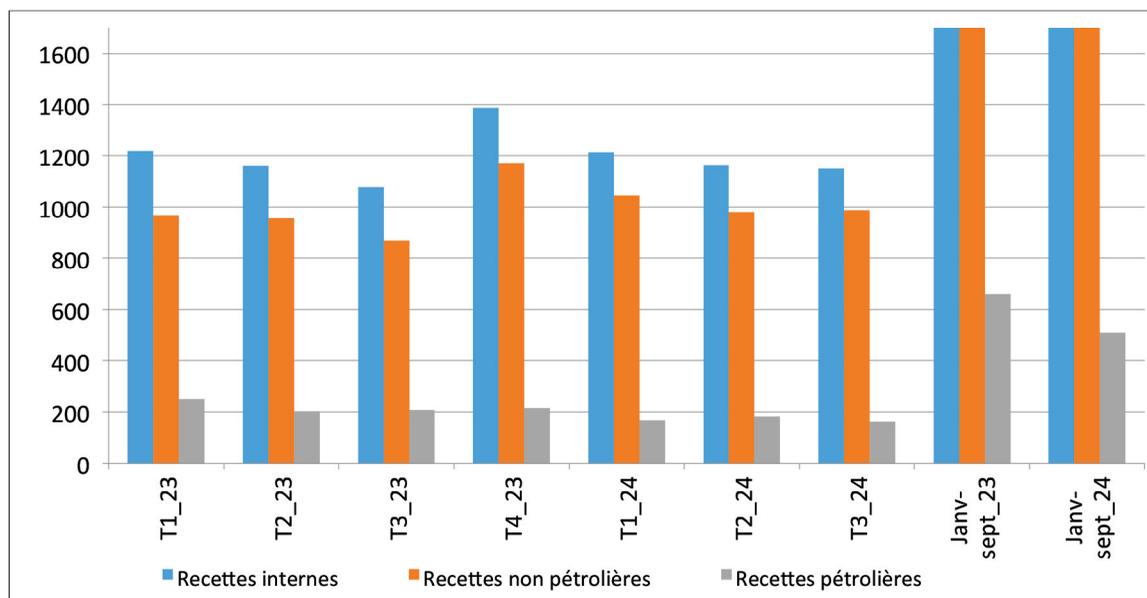
L'exécution du budget de l'Etat au troisième trimestre et au terme des neuf premiers mois de l'exercice 2024, comparativement aux mêmes périodes de l'exercice 2023, fait apparaître une augmentation des ressources et une diminution des dépenses.

Ressources budgétaires : hausse générale

Les ressources budgétaires totales recouvrées au cours du troisième trimestre 2024 s'élèvent à 1 557,3 milliards, en hausse de 361,1 milliards en glissement annuel. Elles comprennent 1 150,9 milliards de recettes internes et 406,4 milliards d'emprunts et dons.

Les recettes budgétaires internes croissent de 6,8% par rapport au troisième précédent. Cette augmentation est atténuée par la baisse des recettes pétrolières. En effet, les recettes pétrolières diminuent de 45,7 milliards et se chiffrent à 162,5 milliards. Cette baisse résulte essentiellement d'une diminution de 51,1 milliards de l'impôt sur les sociétés pétrolières qui se situe à 32,4 milliards, atténuée par l'accroissement de 5,3 milliards de la redevance SNH qui s'élève à 137,9 milliards.

Graphique 2 : Evolution des recettes budgétaires internes (en milliards)



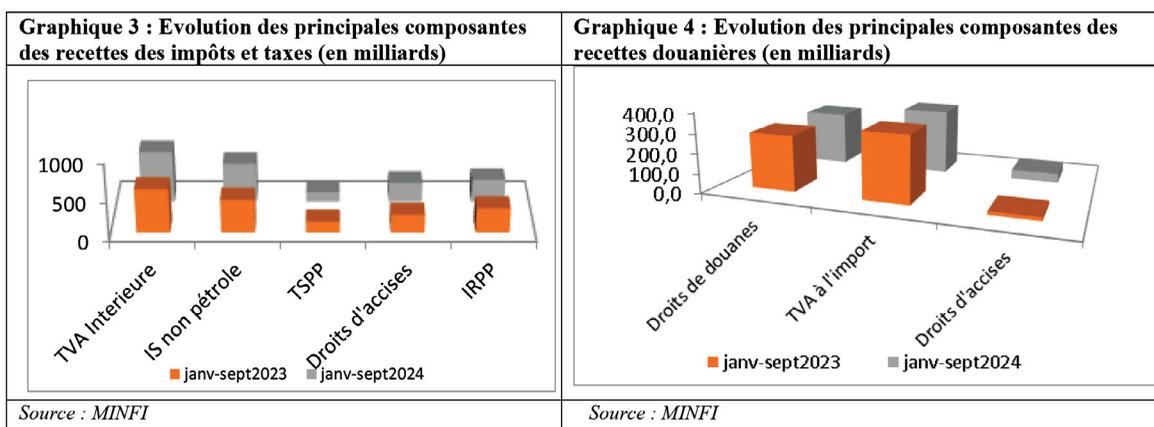
Source : MINFI

Les recettes non pétrolières s'établissent à 988,4 milliards, en hausse de 118,6 milliards. Cette hausse résulte de l'augmentation des recettes fiscales. L'évolution des principales rubriques est la suivante : les recettes d'impôts et taxes se situent à 665,7 milliards, en hausse de 102,6 milliards ; les recettes des douanes s'élèvent à 258,6 milliards, en hausse de 6,6 milliards. Quant aux recettes non fiscales, elles se chiffrent à 64,1 milliards, en augmentation de 9,4 milliards.

Les emprunts et dons mobilisés au cours du troisième trimestre 2024 à hauteur de 406,4 milliards, sont en hausse de 288,2 milliards en rythme annuel. Ils comprennent 37,9 milliards de prêts projets, 0,9 milliard de dons, 71,8 milliards d'appuis budgétaires, -37,8 milliards d'émissions nettes de titres publics, et 333,5 milliards d'autres emprunts.

Au terme des neuf premiers mois de l'exercice 2024, les réalisations des ressources budgétaires totales s'élèvent à 4 510,7 milliards. Elles augmentent de 361,1 milliards par rapport aux neuf premiers mois de 2023. Cette augmentation est imputable tant aux recettes internes qu'aux emprunts et dons.

Les recettes budgétaires internes recouvrées se chiffrent à 3 524,5 milliards, en hausse de 68,8 milliards par rapport à la même période de l'exercice précédent. Cette hausse s'observe essentiellement sur les recettes non pétrolières.



Les recettes pétrolières se chiffrent à 511,4 milliards, en diminution de 150 milliards par rapport à fin septembre 2023 où elles étaient de 661,4 milliards. Cette baisse s'observe sur les deux composantes. La redevance pétrolière SNH se chiffre à 395,4 milliards, en baisse de 80,6 milliards. L'impôt sur les sociétés pétrolières diminue de 69,4 milliards pour se situer à 185,4 milliards.

Les recettes non pétrolières passent de 2 794,3 milliards à fin septembre 2023 à 3 013,1 milliards à fin septembre 2024, soit une progression de 218,8 milliards. Cette hausse résulte de l'augmentation des recettes fiscales de 210,2 milliards, et celle de 8,6 milliards des recettes non fiscales. L'évolution et les réalisations des principales composantes des recettes non pétrolières sont données ci-après.

Les recettes des impôts et taxes s'élèvent à 2 080,9 milliards contre 1 874,9 milliards à fin septembre 2023, soit une hausse de 206 milliards. Cette hausse résulte de celles de ses composantes : l'impôt sur les sociétés non pétrolières (+81,4 milliards) ; la TVA (+97,5 milliards) ; les droits d'accises (+21,9 milliards) ; les droits d'enregistrement et du timbre (+22,6 milliards). Par contre, l'IRPP et la TSPP baissent respectivement de 24 milliards et de 13 milliards.

Les recettes douanières se chiffrent à 738 milliards contre 733,9 milliards à fin septembre 2023, soit une hausse de 4,1 milliards, attribuable à l'augmentation des droits d'accises à l'importation (+28,3 milliards) et des droits de sortie (+8,1 milliards), atténuée par la baisse des droits de douane à l'importation (-4,9 milliards) et de la TVA à l'importation (-4,4 milliards).

Les recettes non fiscales augmentent de 8,6 milliards en glissement annuel et s'établissent à 194,2 milliards à fin septembre 2024.

Les emprunts et dons se chiffrent à 986,2 milliards contre 721,7 milliards à fin septembre 2023, soit une augmentation de 264,5 milliards. Cette hausse résulte des tirages au titre des prêts projets (+11,5 milliards) et des tirages sur les autres emprunts (+464,7 milliards). Par contre, l'on enregistre une baisse des dons (-81,2 milliards) ; des appuis budgétaires (-10,4 milliards) de l'émission des titres publics net (-120,1 milliards).

Tableau 9 : Evolution des recettes budgétaires (en milliards)

	3 ^{ème} trim.	3 ^{ème} trim.	janv-sept.	janv-sept.	Variations relatives		variations	
	2023	2024	2023	2024	(en %)		absolues	
	(a)	(b)	(c)	(d)	(b/a)	(d/c)	(b/a)	(d/c)
A-RECETTES BUDGETAIRES INTERNES	1 078,0	1 150,9	3 455,7	3 524,5	6,8	2,0	72,9	68,8
I-Recettes pétrolières	208,2	162,5	661,4	511,4	-22,0	-22,7	-45,7	-150,0
1-Redevance SNH	124,7	130,1	476,0	395,4	4,3	-16,9	5,3	-80,6
2- IS pétrole	83,4	32,4	185,4	116,0	-61,2	-37,4	-51,1	-69,4
II- Recettes non pétrolières	869,8	988,4	2 794,3	3 013,1	13,6	7,8	118,6	218,8
1- Recettes fiscales	815,2	924,4	2 608,7	2 818,9	13,4	8,1	109,2	210,2
a- Recettes des impôts et taxes	563,1	665,7	1 874,9	2 080,9	18,2	11,0	102,6	206,0
dont -IRPP	94,0	101,9	316,2	292,2	8,5	-7,6	8,0	-24,0
-TVA	185,2	245,5	562,8	660,2	32,5	17,3	60,3	97,5
-IS non pétrole	87,3	104,9	425,5	506,9	20,2	19,1	17,6	81,4
-Droits d'accises	70,4	79,0	229,5	251,5	12,3	9,5	8,6	21,9
-Droits d'enreg.et timbre	44,3	51,7	127,4	149,9	16,7	17,7	7,4	22,6
- TSP	56,7	40,8	138,2	125,2	-28,0	-9,4	-15,9	-13,0
b- Recettes douanières	252,1	258,6	733,9	738,0	2,6	0,6	6,6	4,1
dont - droit de douane import.	95,0	99,0	282,6	277,7	4,2	-1,7	4,0	-4,9
-TVA import.	114,1	118,2	335,5	331,1	3,6	-1,3	4,1	-4,4
- Droits d'accises import.	17,7	15,1	17,7	46,0	-14,5	159,7	-2,6	28,3
- Droits de sortie	13,6	12,4	37,8	45,9	-8,7	21,5	-1,2	8,1
2- Recettes non fiscales	54,7	64,1	185,5	194,2	17,2	4,6	9,4	8,6
B- EMPRUNTS ET DONNS	118,2	406,4	721,7	986,2	243,9	36,6	288,2	264,5
- Prêts projets	84,3	37,9	313,5	325,0	-55,0	3,7	-46,4	11,5
- Dons	54,8	0,9	113,6	32,4	-98,3	-71,5	-53,9	-81,2
- Appuis budgétaires	0,0	71,8	112,9	102,5	-	-9,3	71,8	-10,4
- Emission des titres publics nets	-21,0	-37,8	181,8	61,7	80,3	-66,1	-16,8	-120,1
- Autres emprunts (y/c PARPAC et DTS)	0,0	333,5	0,0	464,7	-	-	333,5	464,7
TOTAL RECETTES BUDGETAIRES	1 196,2	1 557,3	4 177,4	4 510,7	30,2	8,0	361,1	333,2

Source : MINFI

Dépenses publiques : baisse générale

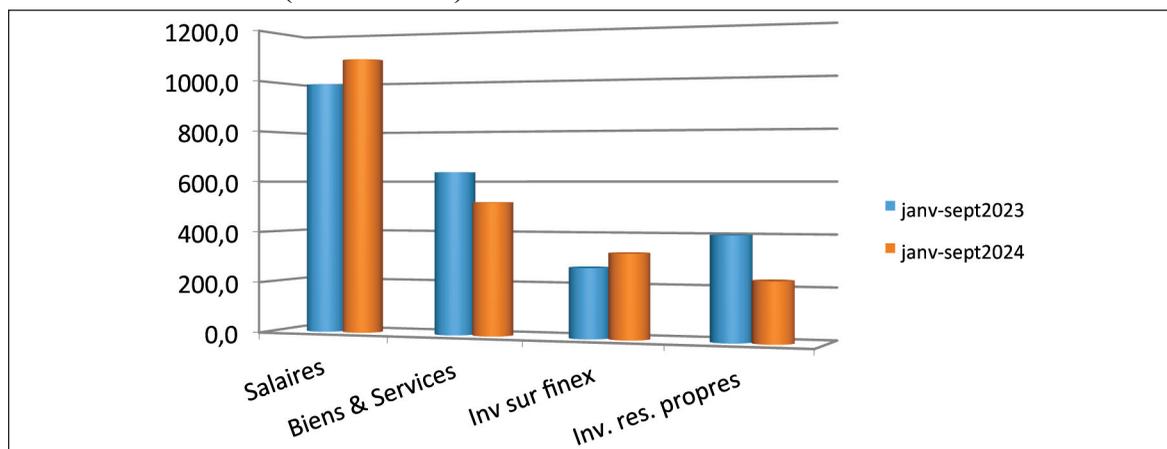
Au cours du troisième trimestre 2024, les **dépenses budgétaires totales base ordonnancements** effectuées s'élèvent à 1 517,8 milliards, en augmentation de 12,3% en glissement annuel. Les dépenses courantes hors intérêts de la dette se chiffrent à 787,6 milliards, en hausse de 5,1% du fait de l'évolution des composantes comme suit : Les dépenses du personnel augmentent de

38,1 milliards pour se situer à 373,3 milliards. Celles de biens et services sont en hausse de 32,9 milliards et se chiffrent à 209,9 milliards. Les dépenses de transferts et pensions diminuent de 53,4 milliards pour s'établir à 204,4 milliards. Les dépenses d'investissement régressent de 74,8 milliards et s'élèvent à 142,3 milliards.

Le service de la dette publique est de 525,3 milliards, en hausse de 82,7 milliards. Le service de la dette extérieure est de 258,8 milliards, dont 167,7 milliards d'amortissement et 90,8 milliards d'intérêts. Celui de la dette intérieure se chiffre à 266,7 milliards, dont : 18,6 milliards d'intérêts ; 10,1 milliards d'amortissements ; 238,1 milliards de paiements d'arriérés des exercices 2023 et antérieurs.

Les dépenses budgétaires totales base ordonnancements s'élèvent à 4 655,3 milliards à fin septembre 2024 contre 4 833,2 milliards à fin septembre 2023, soit une baisse de 177,9 milliards. Cette baisse s'observe sur toutes les rubriques.

Graphique 5 : Evolution des principales composantes des dépenses hors service de la dette (en milliards)

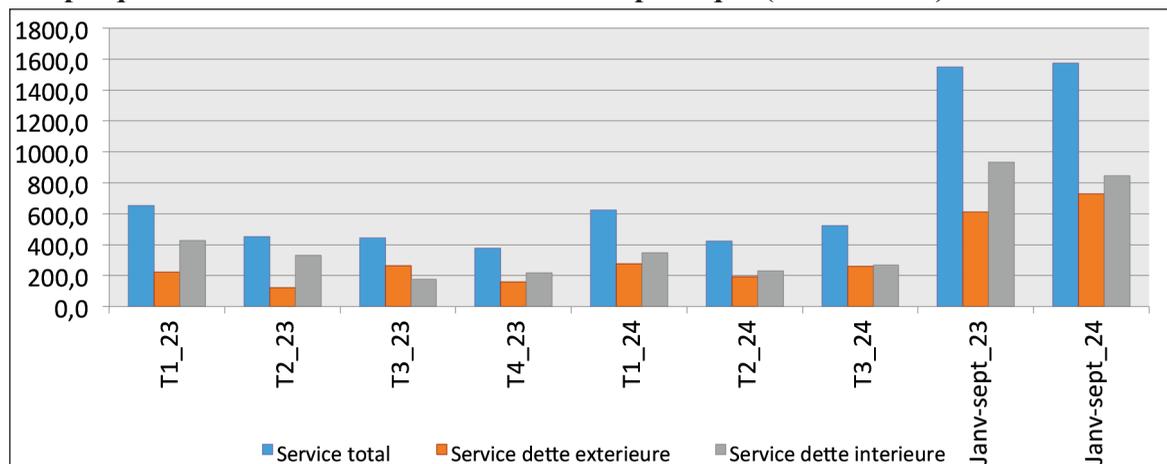


Source : MINFI

Les dépenses courantes hors intérêts régressent de 196,5 milliards et se situent à 2 292,2 milliards. Cette évolution résulte de celle de ses composantes. Les dépenses de personnel croissent de 9,7% et se situent à 1 086 milliards. Les dépenses de biens et services s'élèvent à 519 milliards et sont en baisse de 18,5%. Les dépenses de transferts et pensions se chiffrent à 687,2 milliards, en baisse de 20,3%.

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 607,7 milliards à fin septembre 2024 contre 682,5 milliards à fin septembre 2023, soit une baisse de 74,8 milliards. Les dépenses d'investissement sur ressources propres s'élèvent à 232,6 milliards, en diminution de 168 milliards en rythme annuel. Les dépenses d'investissement sur financements extérieurs s'élèvent à 327,9 milliards, en augmentation de 57 milliards. Les dépenses de restructuration se chiffrent à 47,1 milliards à fin septembre 2024 contre 10,9 milliards à la même période de l'exercice 2023.

Graphique 6: Evolution du service de la dette publique (en milliards)



Source : MINFI

Le service effectif de la dette publique s'élève à 1 575,4 milliards, en baisse de 27,7 milliards (-1,8%). Il comprend 730,3 milliards de dette extérieure et 845,1 milliards de dette intérieure. Le service effectif de la dette extérieure est en augmentation de 117,2 milliards (+19,1%). Il comprend 200,7 milliards d'intérêts et 529,6 milliards de principal.

Les paiements au titre de la dette intérieure baissent de 89,5 milliards. Ils comprennent : 109,6 milliards d'intérêts ; 45,1 milliards d'amortissement ; 26,2 milliards de remboursement de crédits TVA, 664,2 milliards de paiement des instances de l'exercice 2023 et arriérés des exercices antérieurs.

Tableau 10 : Evolution des dépenses publiques (en milliards)

	3 ^{ème} trim. 2023	3 ^{ème} trim. 2024	Janv.-Sept. 2023	Janv.-Sept. 2024	Variations relatives (en %)		Variations absolues	
	(a)	(b)	(c)	(d)	(b/a)	(d/c)	(b/a)	(d/c)
I-Dépenses courantes	770,1	787,6	2 488,8	2292,2	2,3	-7,9	17,5	-196,5
Dépenses de personnel	335,3	373,3	990,1	1086,0	11,4	9,7	38,1	95,9
Dépenses de Biens & Services	177,0	209,9	636,7	519,0	18,6	-18,5	32,9	-117,7
Transferts et pensions	257,8	204,4	861,9	687,2	-20,7	-20,3	-53,4	-174,7
II- Dépenses d'investissements	196,5	142,3	682,5	607,7	-27,6	-11,0	-54,2	-74,8
Sur financements extérieurs	77,8	38,1	270,9	327,9	-51,1	21,1	-39,8	57,0
Sur ressources propres	116,3	84,3	400,7	232,6	-27,5	-41,9	-32,0	-168,0
Dépenses de restructurations	2,4	19,9	10,9	47,1	730,8	331,6	17,5	36,2
III- Dépenses diverses à régulariser	17,2	57,9	114,2	189,4	236,4	65,8	40,7	75,2
IV- Prêts nets (Prêts-Rembours.)	0,0	4,8	0,0	-9,4	-	-	4,8	-9,4
V- Service de la dette publique	442,5	525,3	1547,7	1575,4	18,7	1,8	82,7	27,7
Dette extérieure	266,1	258,5	613,1	730,3	-2,8	19,1	-7,6	117,2
Intérêts	91,5	90,8	174,7	200,7	-0,8	14,9	-0,7	26,0
Principal	174,6	167,7	438,3	529,6	-3,9	20,8	-6,9	91,3
Dette intérieure	176,4	266,7	934,7	845,1	51,2	-9,6	90,3	-89,5
dont - Intérêts	17,2	18,6	90,5	109,6	7,7	21,1	1,3	19,1
- amortissement du principal	13,3	10,1	161,4	45,1	-24,3	-72,1	-3,2	-116,3
-remboursement crédits TVA	14,3	0,0	45,3	26,2	-100,0	-42,2	-14,3	-19,1
- arriérés intérieurs	131,6	238,1	637,4	664,2	80,9	4,2	106,5	26,8
TOTAL DEPENSES BUDGETAIRES	1 426,3	1 517,8	4 833,2	4 655,3	6,4	-3,7	91,5	-177,9

Source : MINFI

Soldes budgétaires et flux de financements

Au terme des neuf premiers mois de l'exercice 2024, le stock des arriérés de paiement se réduit de 273,9 milliards. Cette réduction résulte de l'accumulation de 251,2 milliards d'instances nouvelles de l'exercice 2024, conjuguée à des paiements de 525,1 milliards effectués sur les arriérés des exercices précédent et antérieurs.

Les opérations de l'Etat, reflétant les recettes et dons mobilisés et les dépenses exécutées, dégagent un solde global base ordonnancements excédentaire de 166,3 milliards. Le solde primaire base ordonnancements s'établit à 450,8 milliards et, le solde primaire non pétrolier se situe à -60,6 milliards.

S'agissant du financement intérieur, la Position Nette du Trésor vis-à-vis du système bancaire (PNT) s'est améliorée de 354 milliards à fin septembre 2024, résultant d'une amélioration de la position vis-à-vis de la BEAC de 207,4 milliards ; du FMI de 34,6 milliards ; de la position vis-à-vis des banques commerciales de 170,2 milliards.

Tableau 11 : Evolution des soldes budgétaires (en milliards)

SOLDE BUDGETAIRE	Fin sept 2023	Fin sept 2024
<i>SOLDE PRIMAIRE GLOBAL (NET*)</i>	238,5	450,8
SOLDE PRIMAIRE NON PETROLIER (NET*)	-422,9	-60,6
SOLDE GLOBAL (NET*)	18,59	166,3

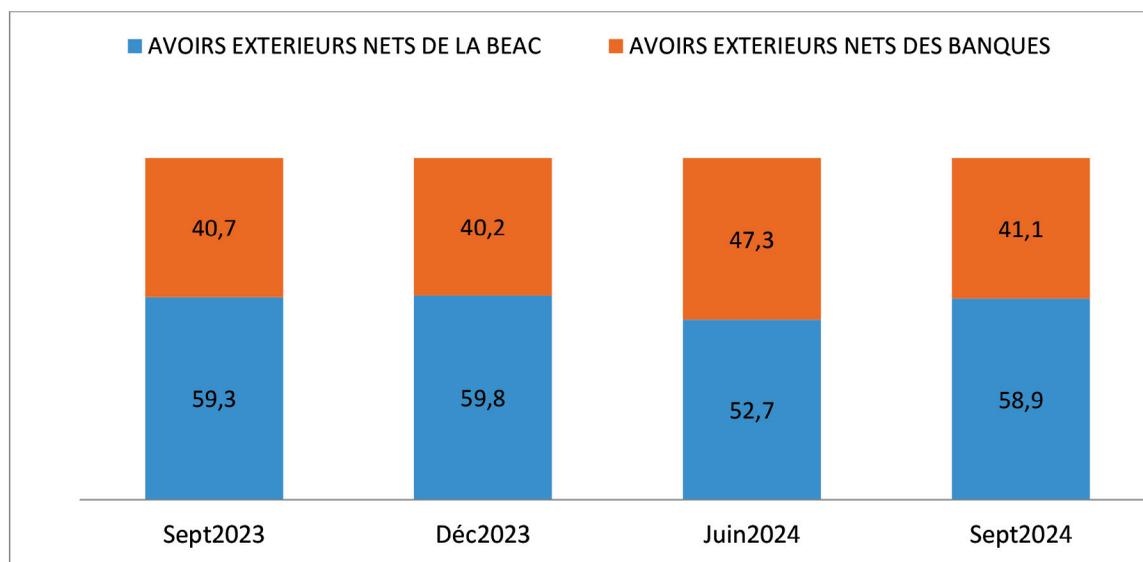
Source : MINFI *Hors remboursement crédits TVA

SITUATION MONETAIRE

A fin septembre 2024, la situation monétaire s'équilibre en ressources et emplois à 10 463,5 milliards. Elle est quasi-stable par rapport à fin juin 2024. Cette évolution est la résultante d'une baisse des avoirs extérieurs nets et des créances nettes sur l'Etat, d'une part, et d'une hausse des crédits à l'économie, d'autre part. En glissement annuel, la situation monétaire est en hausse de 5,5%.

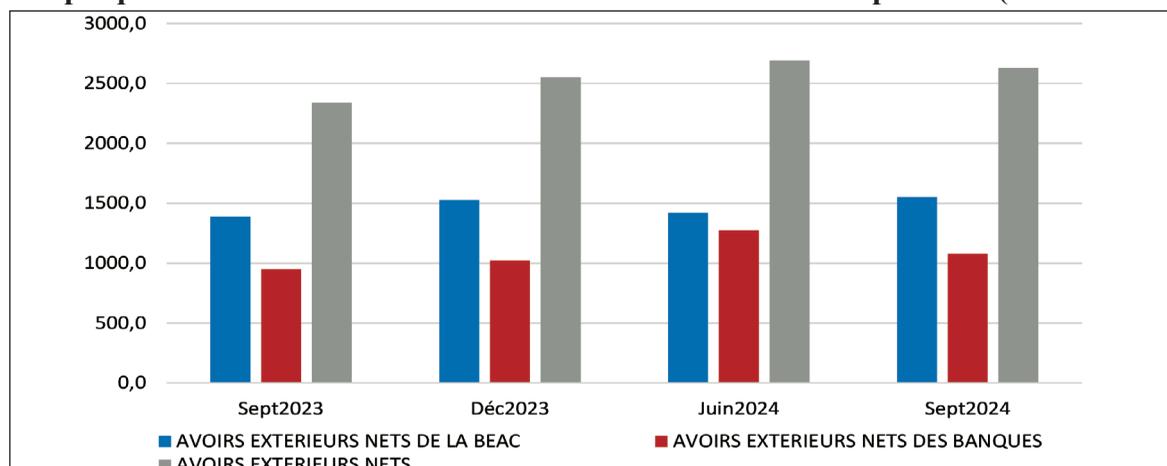
A fin septembre 2024, et par rapport à fin juin 2024, les avoirs extérieurs baissent de 2,3% pour s'établir à 2 630,2 milliards. Cette baisse est due à la contraction des avoirs extérieurs nets des banques (-15,1%). Ceux de la BEAC ont par contre augmenté de 9,2%. La baisse des avoirs extérieurs nets des banques est consécutive à la diminution de la valeur des titres de placement des banques commerciales.

Graphique 7: Evolution des poids des composantes des avoirs extérieurs nets (en %)



Sources : MINFI, BEAC

Graphique 8: Evolution des avoirs extérieurs nets et de ses composantes (en milliards)



Sources : MINFI, BEAC

A fin septembre 2024, le crédit intérieur se situe à 7 833,3 milliards, en hausse de 1,3% par rapport à fin juin 2024. Cette évolution résulte de l'effet croisé de la progression des crédits à l'économie (+4,4%) et de la baisse des créances nettes sur l'Etat (-7,4%).

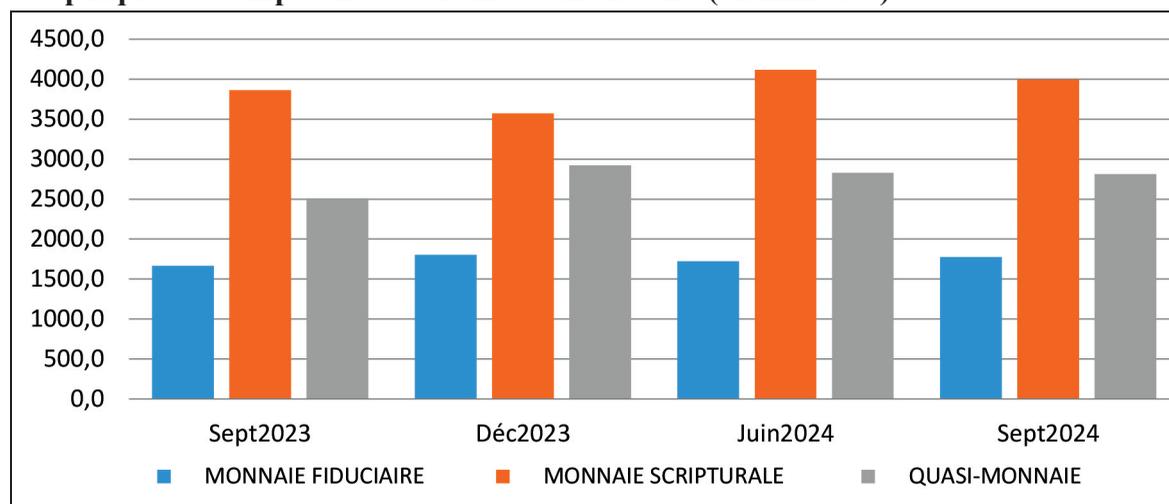
Les créances nettes sur l'Etat passent de 1 984,9 milliards à fin juin 2024, pour se situer à 1 837,3 milliards à fin septembre 2024. Reflétant cette évolution, la Position Nette du Gouvernement (PNG), évaluée sur la base de la différence entre les concours accordés à l'Etat par la BEAC, les banques et le FMI, d'une part, et l'ensemble des dépôts du Gouvernement, d'autre part, se contracte de 1,2% pour se situer à 1 984,6 milliards. Cette baisse est consécutive à la contraction de l'encours des concours des banques au Gouvernement. La PNG vis-à-vis des banques baisse, passant de 685,4 milliards à fin juin 2024 à 635,7 milliards à fin septembre 2024, en lien avec la réduction des souscriptions par les banques aux émissions des titres publics. La PNG vis-à-vis du FMI augmente de 40,5 milliards pour se situer à 1 217,8 milliards, alimentée par les appuis budgétaires. La PNG vis-à-vis de la BEAC augmente également de 5,9 milliards pour se situer à 144,3 milliards.

Les crédits à l'économie augmentent de 4,4% après 5,5% à fin juin 2024. En valeur absolue, ils augmentent de 250 milliards, contre 301,5 milliards à fin juin 2024. Cette évolution est tirée par les crédits au secteur privé non financier qui progressent de 4,5%, ainsi que par les crédits aux entreprises publiques (+7,2%).

La répartition des créances sur l'économie, selon la durée, réaffirme la prépondérance des crédits à court terme (54,1%). La part des crédits à moyen terme se situe à 44,1% et celle des crédits à long terme à 1,8%.

Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire (M2) décroît de 1,0% pour s'établir à 8 581,7 milliards à fin septembre 2024. Elle est composée de 20,6% de monnaie fiduciaire ; 46,6% de monnaie scripturale et 32,8% de quasi-monnaie.

Graphique 9 : Composantes de la masse monétaire (en milliards)



Sources : MINFI, BEAC

A fin septembre 2024, et par rapport à fin septembre 2023, la situation monétaire progresse de 5,5%. Elle se caractérise aussi bien par la hausse des crédits à l'économie (+14,0%) et des avoirs extérieurs nets (+12,4%), que par la baisse des créances nettes sur l'Etat (-20,9%). La PNG décroît de 14,3%, du fait à la baisse de la PNG vis-à-vis des banques.

Les crédits à l'économie sont tirés par les crédits au secteur privé non financier (+15,5%) et les crédits aux entreprises publiques (+17,0%).

Le taux de couverture extérieur de la monnaie, défini comme le rapport entre les avoirs officiels bruts en devises et le total des engagements à vue de la Banque centrale, est largement supérieur au seuil réglementaire. Il se situe à 71,2% (70,4% dans la CEMAC), contre 72,9% il y a un an. Les réserves officielles de change du Cameroun sont évaluées à 3 009,1 milliards, contre 2 822 milliards il y a un an. Elles représentent 43% des réserves de la CEMAC et peuvent couvrir 5,3 mois d'importations de biens et services.

Tableau 12 : Situation monétaire large à fin septembre 2024 (en milliards de FCFA)

	Sept.-23	Déc.-23	Juin-24	Sept.-24	Variations (en %)	
	a	b	c	d	d/c	d/a
TOTAL DES CONTREPARTIES DES RESSOURCES DU SYTEME MONETAIRE	9 921,9	10 291,1	10 423,3	10 463,5	0,4	5,5
AVOIRS EXTERIEURS NETS	2 339,7	2 550,6	2 692,4	2 630,2	-2,3	12,4
Avoirs extérieurs nets de la BEAC	1 388,3	1 525,7	1 419,5	1 549,9	9,2	11,6
Dont : Compte d'opérations	2 055,4	2 134,9	1 920,5	1 962,4	2,2	-4,5
Avoirs en devises	700,9	734,0	862,7	987,0	14,4	40,8
Recours aux Crédits FMI	849,4	870,7	853,1	898,2	5,3	5,7
Avoirs extérieurs nets des BCM	951,4	1 024,9	1 272,9	1 080,3	-15,1	13,5
CREDIT INTERIEUR (a+b)	7 582,2	7 740,5	7 730,9	7 833,3	1,3	3,3
Créances nettes sur l'Etat (a)	2 323,8	2 383,9	1 984,9	1 837,3	-7,4	-20,9
Position nette du Gouvernement	2 315,0	2 371,6	2 008,0	1 984,6	-1,2	-14,3
Autres créances nettes sur l'Etat	8,8	-59,1	-23,1	-147,3	538,3	-1 777,0
Créances sur l'économie (b)	5 258,4	5 356,6	5 746,0	5 996,0	4,4	14,0
Institutions bancaires en liquidation	0,0	0,0	0,3	0,0	-94,3	18,8
Autres institutions bancaires non éligibles au refinancement de la BEAC	8,7	11,5	14,6	15,7	7,5	79,4
Institutions financières non bancaires	95,1	12,0	40,1	18,2	-54,6	-80,9
Entreprises publiques non financières	512,0	486,5	558,8	598,9	7,2	17,0
Secteur privé non financier	4 642,5	4 846,7	5 132,1	5 363,2	4,5	15,5
TOTAL DES RESSOURCES DU SYSTEME MONETAIRE	9 921,9	10 291,1	10 423,3	10 463,5	0,4	5,5
Monnaie fiduciaire	1 668,4	1 802,3	1 722,8	1 774,4	3,0	6,4
Monnaie scripturale	3 861,8	3 572,4	4 116,5	3 995,7	-2,9	3,5
BEAC	6,2	2,6	4,5	7,2	60,7	15,6
Banques créatrices de monnaie	3 824,5	3 540,1	4 087,5	3 951,9	-3,3	3,3
Autres institutions bancaires éligibles au refinancement de la BEAC	27,5	26,2	24,6	36,7	49,1	33,3
Centre des chèques postaux (CCP)	3,5	3,5	0,0	0,0		
Disponibilités monétaires	5 530,2	5 374,7	5 839,3	5 770,1	-1,2	4,3
Quasi-monnaie	2 508,8	2 920,5	2 829,1	2 811,6	-0,6	12,1
Banques créatrices de monnaie	2 474,3	2 885,8	2 791,9	2 768,9	-0,8	11,9
Autres institutions bancaires éligibles au refinancement de la BEAC	34,5	34,7	37,2	42,7	14,7	23,7
Disponibilités monétaires et quasi-monétaires	8 039,0	8 295,2	8 668,4	8 581,7	-1,0	6,8
Autres postes nets	1 882,9	1 995,9	1 754,9	1 881,8	7,2	-0,1

Source : BEAC

COMITE DE REDACTION

Directeur de publication

MOTAZE Louis Paul,

Ministre des Finances

Directeur de publication Adjoint

YAOUBA ABDOULAYE,

Ministre Délégué

Superviseur

NGAKOUMDA Gabriel,

Chef de la Division de la prévision

Coordonnateur technique

MOHAMADOU AMINOU,

Chef de Cellule des Synthèses Macroéconomiques

Rédaction et relecture :

NANA Jacques Barnabé,

Chef de Cellule de l'Analyse Monétaire et du Secteur Extérieur ;

LELE TAGNE Berlin,

Chef de Cellule de Suivi et de l'Analyse de l'Economie Réelle ;

NKAKE EDINGUELE Zacharie,

Chef de Cellule des Finances Publiques ;

AWONO Frédéric,

Chef de la Cellule Informatique ;

DONGMO TSANGUE Christian,

Chef de Cellule de la Balance des Paiements ;

FORGWEI Festus NYOWEKE,

Chef de Service des Affaires Générales ;

ZIBI ATANGANA Jean Florian,

Chargé d'Etudes Assistant ;

MENDOUGA Serge Hervé,

Chargé d'Etudes Assistant ;

NDOUMBE LOBE Benoit,

Chargé d'Etudes Assistant ;

ASSENA NYANO,

Chargé d'Etudes Assistant ;

NGALLE Marie Noël ;

Chargé d'Etudes Assistant ;

TONYE Jacques,

Chargé d'Etudes Assistant ;

PENDA Simon Micarel,

Chargé d'Etudes Assistant ;

FOTSING SIELINOU,

Chargé d'Etudes Assistant ;

BANGUE Charles,

Chargé d'Etudes Assistant ;

DJOPNANG Alvine,

Chargé d'Etudes Assistant ;

ZINGA LEBOGSO Roselyne,

Chargé d'Etudes Assistant ;

DAYWANE Sylvie,

Chargé d'Etudes Assistant ;

WAKAM Ignace,

Chargé d'Etudes Assistant ;

BEYINA EDZANA Yves Pantaleon,

Chargé d'Etudes Assistant ;

NDONGO Epse ONANA René Carole,

Chargé d'Etudes Assistant ;

CHAJEU NANA Loïc,	Cadre ;
METSAMA Martin,	Cadre ;
HAMADOU DAOUDA,	Cadre ;
NJI FIFEN NGANGUE H,	Cadre ;
OTOLO BINELI,	Cadre ;
DONGMO GAPGHO Boris,	Cadre.

Les versions actuelles et antérieures de cette note de conjoncture sont disponibles en français et en anglais sur les sites internet suivants
www.minfi.gov.cm et www.dgb.cm